



## « L'avertissement »

Le Monde

**DIPLOMATIE**

**LES PAYS OCCIDENTAUX**

LA BATAILLE DE M. SA

**Les positions égyptiennes se sont nettement rapprochées de celles des Occidentaux**

Le 10 septembre 1956, le président Nasser a déclaré que l'Égypte était prête à négocier la question du canal de Suez. Cette déclaration a été accueillie avec satisfaction par les gouvernements occidentaux, qui ont vu dans cette attitude une marque de maturité politique de la part du régime égyptien. Les positions égyptiennes se sont nettement rapprochées de celles des Occidentaux, ce qui ouvre la voie à une solution pacifique du conflit.

PRÈS D'UN TIER DES DIPLOMATES SOVIÉTIQUES ONT DÉPARTI POUR LE CAIRE EN UN

Le 10 septembre 1956, une délégation soviétique de haut niveau s'est rendue au Caire pour participer aux négociations en cours. Cette mission est considérée comme un geste de bonne volonté de l'Union soviétique envers l'Égypte, et elle vise à faciliter la résolution du conflit par la voie diplomatique.

**DOSSIERS**

**90**

**ANTOINETTE SANGUINETTI**

*Le soir de la*

**90**

UN LIVRE DE COMBAT AU COEUR DES ÉLÉMENTS  
ANTOINETTE SANGUINETTI  
Radiodiffusion - Jacques Chancel 22/10/56  
**BERNARD MARSH**



# DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE DES PAYS NON ALIGNÉS A NEW-DELHI

## L'organisation de pourparlers sur l'Afghanistan a connu un « certain recul »

déclare le ministre pakistanais des affaires étrangères

An terme des cérémonies célébrant, mercredi 11 février, le vingtième anniversaire du mouvement des représentants des pays non alignés ont adopté un « appel de New-Delhi » rappelant ses principes et exhortant toutes les nations et tous les peuples, ainsi que leurs dirigeants, à ne mener aucun effort pour élever la guerre et consolider la paix et à s'efforcer de prendre par la diplomatie, la négociation à toute mesure pouvant conduire à des affrontements. L'abolition de l'impérialisme et la coopération internationale dans les affaires internationales des États.

D'autre part, un consensus était, mercredi soir, en vue sur des questions — l'Afghanistan et le Cambodge — sur lesquelles les travaux de la

conférence ministérielle, en commission plénière. Cependant, le ministre afghan des affaires étrangères, M. Shah M.Dost, a rejeté, en cours d'un soutien avec le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, la proposition pakistanaise de discussions tripartites (Afghanistan, Pakistan, Iran) sous les auspices des Nations unies, indiquant l'A.F.P. l'Afghanistan refuse de prendre par base de conversations éventuelles la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 20 novembre 1980, demandant le « retrait immédiat des troupes étrangères ».

M.Dost a toutefois accepté la désignation d'un représentant personnel du secrétaire général de l'ONU pour la question afghane et a donné son accord pour participer aux pourparlers en tant que

représentant du Parti démocratique et populaire d'Afghanistan (P.D.P.) au pouvoir (Kaboul) et non en tant que ministre du gouvernement Karzai. « Des que des accords avec les pays voisins seront atteints, les conditions d'une complète normalisation politique, y compris le retrait des troupes soviétiques, seront réunies », a déclaré M. Dost dans son intervention en séance plénière. M. Waldheim a, d'autre part, déclaré que toute solution à la crise afghane « doit garantir que le peuple afghan pourra déterminer librement son avenir, sans intervention ou ingérence étrangères ». Le secrétaire général de l'ONU a également rencontré les ministres représentants du Pakistan et de l'Iran, sans, semble-t-il, parvenir à obtenir un assouplissement de position de leur pays.

De notre correspondant

un rôle actif et ne pas être un simple spectateur ».

Le second point concerne le caractère tripartite des conversations. M. Shah M.Dost, devrait se déclarer en tant que représentant du P.D.P. et non en tant que représentant du gouvernement Karzai. L'Assemblée générale de l'ONU du 20 novembre 1980, demandant le « retrait immédiat des troupes étrangères », n'avait, pour le moment, donné aucun résultat. Or, pour qu'il en soit ainsi, ce pays est prêt à accepter un dialogue direct, à-t-il insisté, et d'après d'autres problèmes globaux qui débattent autour de la région. De plus, si nous discutons avec le régime de Karzai, le gouvernement à pourvoir, il ne nous restera plus rien à négocier et cela bannira le gouvernement actuel dans la présence des troupes étrangères, ce qui supprime tout fondement à une demande de retrait des troupes.

Aussi M. Shah M.Dost a-t-il exigé tout d'abord que le ministre afghan des affaires étrangères, M. Dost, « que cela soit à New-Delhi ou ailleurs ».

En attendant, a-t-il estimé, le représentant spécial de M. Wal-

cheim pourrait visiter les capitales des parties concernées et essayer de lever les obstacles qui empêchent qu'un dialogue ne s'instaure.

Evolution des travaux de la conférence des non-alignés et de la conférence ministérielle (il est d'ores et déjà question de les prolonger jusqu'à vendredi matin) de la résolution finale, M. Shah a précisé que les troupes étrangères ne sont pas en projet de résolution rédigé par l'Inde, amendement demandant notamment le retrait des troupes étrangères, avait été soumis en commission plénière et que « quelques-uns y étaient opposés ». Un groupe composé de l'Argentine, de la Tanzanie et de l'Algérie est chargé de soumettre un compromis.

M. Shah a cependant estimé que les troupes étrangères, en tant que telles, devraient demander le retrait des troupes étrangères. « Un gouvernement, a-t-il déclaré, doit être capable de se défendre par ses propres forces. Si, aux prises avec une réaction populaire, il doit être soutenu par

des forces étrangères, alors une crise se produit ».

M. Shah a une nouvelle fois souligné que les troupes étrangères ne sont pas en projet de résolution rédigé par l'Inde, amendement demandant notamment le retrait des troupes étrangères, avait été soumis en commission plénière et que « quelques-uns y étaient opposés ». Un groupe composé de l'Argentine, de la Tanzanie et de l'Algérie est chargé de soumettre un compromis.

M. Shah a cependant estimé que les troupes étrangères, en tant que telles, devraient demander le retrait des troupes étrangères. « Un gouvernement, a-t-il déclaré, doit être capable de se défendre par ses propres forces. Si, aux prises avec une réaction populaire, il doit être soutenu par

PATRICK FRANCES.

DANS UN CLIMAT PESSIMISTE

## La conférence de Madrid s'effrite à la réduction du document final

De notre correspondant

Madrid. — La conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe a schématisé mercredi 11 février sa deuxième phase. Les délégués ont débattu de la réduction de l'annexe et de la réduction de l'annexe et de la réduction de l'annexe.

Le document de l'Union soviétique, qui prévoit la réduction de l'annexe et de la réduction de l'annexe, a été adopté par la conférence. Les délégués ont débattu de la réduction de l'annexe et de la réduction de l'annexe.

MARCEL SCOTTO.

## M. Thorn confirme sa volonté

de s'appuyer sur l'Assemblée européenne pour renforcer le pouvoir de la Commission

M. Thorn entend mener, avec l'appui de l'Assemblée européenne, une politique indépendante à l'égard des États membres. Le discours-programme du président de la Commission européenne, prononcé le 11 février, a été bien accueilli par la majorité des parlementaires. On prêtait l'intention, mercredi soir, au groupe démocrate-chrétien de soumettre au vote de l'Assemblée une motion de confiance à la nouvelle Commission. Cette « investiture » devrait être la première du genre dans la vie communautaire.

De notre correspondant

Luxembourg. — « Nous nous adressons, M. Thorn, à tous les citoyens de l'Europe », a déclaré le président de la Commission européenne, M. Thorn, à l'occasion de son discours-programme, prononcé le 11 février, à l'Assemblée européenne. M. Thorn a insisté sur la nécessité d'une coopération étroite entre la Commission et l'Assemblée européenne. Il a également souligné la nécessité d'une coopération étroite entre la Commission et l'Assemblée européenne.

Remontant à 1955 — l'année où le général de Gaulle avait décidé de pratiquer la politique de la chaise vide pour empêcher l'instauration de la Communauté — M. Thorn a insisté sur la nécessité d'une coopération étroite entre la Commission et l'Assemblée européenne.

« Je suis convaincu », a-t-il déclaré, « que la Commission et l'Assemblée européenne, en travaillant ensemble, pourront accomplir de grandes choses pour l'Europe ».

« Je suis convaincu », a-t-il déclaré, « que la Commission et l'Assemblée européenne, en travaillant ensemble, pourront accomplir de grandes choses pour l'Europe ».

## LE NOUVEAU ECONOMISTE

Cette semaine :

### L'impôt à la française (1<sup>re</sup> partie) :

17 millions de suspects

Le 15 février, jour de la Saint-Valentin, nous vous proposons de découvrir les dix sept millions de contribuables qui devront acquiescer leur tiers provisionnel. Dix sept millions de suspects pour l'Administration. Le premier volet d'un dossier exhaustif sur l'impôt à la française.

### La querelle des pétroliers français

Les prix du pétrole : le gouvernement refuse d'augmenter le super alors que les pétroliers le souhaitent. Mais ces derniers se présentent à la bataille en ordre dispersé : l'absence d'un PEF a causé l'écart entre bien-portants, démentis et paralytiques.

### Un casse-tête pour une poignée d'actions

Avec la loi du 24 octobre 1980 qui prévoit la distribution d'actions gratuites aux salariés, la France complètera bientôt la super loi qui les pétroliers le souhaitent. Mais ces derniers se présentent à la bataille en ordre dispersé : l'absence d'un PEF a causé l'écart entre bien-portants, démentis et paralytiques.

Demain chez votre marchand de journaux

## Deux propositions :

l'une polonaise

et l'autre française

Deux propositions rivales sont en présence. L'une, polonaise, prévoit la réduction de l'annexe et de la réduction de l'annexe. L'autre, française, prévoit la réduction de l'annexe et de la réduction de l'annexe.

# ASIE

Chine

AVANT DE RECEVOIR M. FRANÇOIS MITTERRAND

## M. Deng Xiaoping affirme que M. Hua Guofeng « est encore le président du P.C. chinois »

La délégation du parti socialiste composée de M. François Mitterrand, Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., et Gaston Deleury, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a quitté, mercredi 11 février, son voyage en Chine pour une visite de la Grande Muraille et des tombes du Grand Canal, puis par un entretien avec des intellectuels. L'après-midi, elle a été reçue par M. Deng Xiaoping.

De notre envoyé spécial

Pékin. — Avant de recevoir M. François Mitterrand, M. Deng Xiaoping s'est entretenu quelques instants avec les journalistes. Il a affirmé : « M. Hua Guofeng est encore le président du P.C.C. ». Mais, a-t-il ajouté, « il y a beaucoup de spéculations sur ce sujet qui ne sont pas fondées. Il arrive souvent, comme il est normal, qu'une mutation de personnel ait lieu. C'est d'ailleurs le cas dans d'autres pays ». M. Deng Xiaoping a précisé : « Nous sommes à la peine de Miao Zedong ». Le socialisme « d'après Mao » est-il identique à celui qui prévalait avant sa mort, lui a-t-on demandé ? « Le socialisme et le marxisme restent les mêmes. Mais, entre cela et cela, il y a une différence. C'est la différence entre le plan des connaissances, des politiques et sur le plan idéologique », a-t-il répondu. Avant d'ajouter : « Il est vrai que Miao Zedong a commis des erreurs au sein de son parti. Mais, à considérer l'ensemble de son œuvre, il a apporté une très grande contribution au peuple chinois ».

Ces informations sur la situation intérieure chinoise ne sont certes pas nouvelles, mais elles sont importantes dans la mesure où elles sont données par le premier chef de l'État chinois. L'analyse de la situation en Chine n'est pas une tâche facile. M. Deng Xiaoping lui-même, le fait que le vice-président du Comité central se soit rendu en France, le fait que le vice-président du Comité central se soit rendu en France, le fait que le vice-président du Comité central se soit rendu en France.

En revanche, le P.S. et le P.C.C. sont en désaccord sur le Cambodge. Les socialistes français n'approuvent pas l'appui de la Chine aux Khmers rouges. M. Deng Xiaoping a d'ailleurs été interrogé sur les récentes prises de position du prince Sihanouk. Ce dernier vient en effet d'accepter l'idée d'un front anti-vietnamien dirigé par lui-même, dans lequel prendraient place les Khmers rouges. Jusqu'à présent, le prince Sihanouk refusait d'adopter une telle démarche. Sur ce sujet, M. Deng Xiaoping a répondu qu'il accueillait favorablement cette position.

Après avoir quitté les journalistes, M. Deng Xiaoping a reçu la délégation française. Celle-ci devait quitter Pékin jeudi après-midi pour Shantou, capitale de la province du Guangdong, puis pour Canton, ville natale de Confucius. La délégation du P.S. quittera la Chine le samedi 14 février pour le Japon.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

# Océanie

Australie

## La signature de l'accord nucléaire avec la France suscite les protestations de l'opposition

Correspondance

Cannberra. — L'accord de garanties nucléaires signé récemment à Paris entre la France et l'Australie a relancé la controverse nucléaire entre les deux gouvernements. Il agit, en effet, de la première signature d'un accord de coopération nucléaire. M. Malcolm Fraser, avant d'élaborer la loi de 1980, a déclaré que le domaine nucléaire n'était pas un domaine à part, mais qu'il était lié à la politique étrangère et à la défense. La France réagit à cette déclaration en déclarant que l'accord n'était pas un accord de coopération nucléaire, mais qu'il était un accord de coopération nucléaire.

RESPONDANCE  
part des Lurasiens du Vie

T.T.A. AMERICA





كتاب من الامل

# politique

## L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

### M. Debré accuse le maire de Paris de « piller » son programme

M. Michel Debré était, mercredi 11 janvier, l'invité des associations de la presse présidentielle, parlementaire et ministérielle. Ces associations organisèrent, après cette première rencontre, des déjeunés avec chacun des principaux candidats à l'élection présidentielle.

Dans sa déclaration liminaire, M. Debré a affirmé : « Le respect de la France et des Français est nécessaire. Je suis le candidat de ce respect... L'opposition est hors d'état de se renouveler et de s'adapter. Elle est aussi passiste que le pouvoir. L'ancien premier ministre estime que « la France est un pays qui s'affaiblit à l'intérieur d'un monde libre qui s'affaiblit et qui se désespère et que l'honneur de la politique est de rendre à la France sa force ».

« Récupérer la France », cela veut dire, dans son esprit, lui rendre sa force économique, sa force sociale (solidarité, politique familiale, éducation), « passionner la jeunesse pour de belles études » (recherche scientifique, culture de l'espace, lutte contre la faim dans le monde). Cette « reconquête », résume-t-il, la France pourrait aussi utiliser les moyens que elle dispose pour « modifier l'évolution de l'Europe en faisant accepter la révision nécessaire du traité de Rome » et « assumer ses responsabilités à l'égard de la méditerranée et de l'Afrique ».

### Situation délicate pour les gaullistes de la Réunion

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — La fédération R.P.R. de la Réunion vit des moments difficiles depuis la candidature de M. Jacques Chirac.

Avant la tenue du congrès extraordinaire qui a ratifié cette candidature le 11 février, la direction était en proie à la disunion. Les responsables de la fédération répondaient invariablement : « Attendons notre retour à Paris pour nous prononcer sur la candidature de M. Chirac ».

À la tribune du congrès, le président de la fédération, M. Marc Gérard, avait été le seul orateur à se prononcer pour M. Michel Debré, tandis que le secrétaire départemental, M. André Puy, s'était déclaré favorable à M. Jacques Chirac.

Le 10 février, M. Puyet, qui n'a jamais figuré sur la liste de soutien à la candidature de M. Debré et qui ne se sentait pas déplacé pour accueillir celui-ci lors de son dernier séjour dans l'île, a diffusé une communication demandant « à tous les responsables et militants de la fédération de se rallier à la décision du congrès ».

Les moyens acceptables d'être consacrés à faire campagne pour M. Chirac paraissent toutefois singulièrement limités. Le secrétaire de la fédération est un des jeunes responsables du mouvement. Il a fait ses premiers pas en politique en étant élu conseiller municipal de Saint-Denis en 1977. On ne peut pas parler à son sujet d'expérience personnelle.

En revanche, depuis des mois, les idées de la fédération et sont la machine du R.P.R. dans l'île travaillent à soutenir

### M. Chirac : je suis candidat pour gagner

M. Jacques Chirac avait invité à déjeuner, mercredi 11 février, à l'Hôtel de Ville de Paris, tous les parlementaires et tous les élus de la capitale appartenant au R.P.R. Cent quarante-cinq ont répondu à son invitation, notamment M. Debré et Chaban-Delmas, en accusant comme MM. Olivier Guichard, de Bénouville et Maceur.

Quatre députés membres du comité de soutien à M. Michel Debré étaient présents, MM. Dindin (Nord), Le Comte (Maine-et-Loire), Moulin (Cher) et Voinin (Indre-et-Loire).

À l'issue du déjeuner, M. Chirac a prononcé une brève allocution, reprenant les grandes lignes de sa conférence de presse de la veille, soulignant à la fois que « le bilan du septennat n'était pas satisfaisant » et que « M. Mitterrand avait seulement sept ans de plus qu'en 1974 ».

Il a répété qu'il est « candidat pour gagner », ajoutant qu'il n'a « cette idée de la chance de gagner qu'il ne faut pas laisser échapper ». M. Chirac, qui n'a

### M. Soisson : les hommes de la liberté se retrouveront au second tour

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs, était, mercredi 11 février, l'invité de l'Amisiam. « Face au public », de François Truffaut a déclaré : « Ce qui est clair aujourd'hui, après avoir entendu Jacques Chirac, c'est la volonté de tous les hommes de la liberté de se retrouver ensemble au second tour. M. Jacques Chirac a indiqué que sa candidature se situait — je le cite — dans le respect des valeurs et des principes de la IV<sup>e</sup> République. C'est ce que nous attendons de lui. »

« J'ajoute que les propositions économiques du R.P.R. sont d'accord totalement à l'opposé de celles du parti socialiste et qu'il s'agit de la seule véritable alternative à la gauche », a déclaré M. Soisson.

Après avoir observé que le véritable débat aura lieu avec le candidat de l'opposition au second tour, M. François Mitterrand, M. Soisson indique : « Je m'inscris, pour ma part, dans la tradition de la droite, celle qui a été la plus représentative de la liberté, celle qui a été la plus représentative de la justice sociale, celle qui a été la plus représentative de la culture française. »

- Qui doit à une Américaine de ne pas s'appeler de la Tour Fondue ?
- Qui présidait en 1920 l'organisme de propagande économique du Comité des Forges ?
- Qui était président des Croix de Feu du VIII<sup>e</sup> arrondissement en 1934 ?
- Qui signalait à Paul Reynaud, en 1940, les « mauvais Français » ?
- Quels sont les deux frères qui reçurent, l'un la francisque n° 250 et l'autre la francisque n° 918 ?
- Qui a ramené de la guerre : une moto, un accordéon et un chien-loup dressé par les SS ?
- Qui fit assurer le service d'ordre de sa campagne électorale par des anciens de l'OAS ?
- Quelle est l'heureuse famille française dont les cinq enfants possèdent chacun un château ?
- De qui le général de Gaulle a-t-il dit : « Son problème, c'est le peuple » ?

lisez  
**"LA SAGA DES GISCARD" de Pol Bruno**  
EDITIONS RAMSAY

### EN BREF...

• M. Michel Crépeau, député de Charente-Maritime, président du mouvement des radicaux de gauche, considère qu'apporter son soutien à M. François Mitterrand, dans la perspective de l'élection présidentielle, serait « causer la déroute de la gauche ».

« La seule chance de victoire de la gauche, a-t-il affirmé mercredi 11 février à Marseille, pour justifier sa candidature, c'est que l'on joue le jeu de l'élection présidentielle comme se joue une élection à deux tours. Cela veut dire qu'en premier tour, il faut éliminer l'adversaire, c'est-à-dire la droite, et que, dans le second tour, on se bat avec le candidat de la gauche de la Corse-du-Sud ou du candidat de la fédération de la Haute-Corse du M.R.G. qui apporte, elle, son soutien à la candidature de M. Michel Crépeau. La candidature du président du M.R.G. disqualifierait, privant M. François Mitterrand d'un certain nombre de voix qui lui sont acquises au second tour. Ces élus de la Corse-du-Sud ont donc décidé d'appuyer leurs suffrages sur M. Mitterrand dès le 30 avril ».

• M. Henri Mathiot, compagnon de la Libération, candidat du général de Gaulle, a adressé à M. Pierre LeFranc, un délégué de l'association nationale d'active pour la fidélité au général de Gaulle pour protester contre la prise de position de cette association en faveur de M. Debré. M. Mathiot, ancien député fédéral U.D.R. pour la Corse, a déclaré qu'il soutiendrait la candidature de M. Chirac.

• Le tribunal d'arrondissement d'Orange (Vaucluse) a décidé, mardi 10 février, l'annulation de quatre-vingt-neuf nouvelles inscriptions sur les listes électorales d'Orange, communes dont le maire est M. Gilbert Buisson (C.F.). Saisi d'un recours de la préfecture du Vaucluse, le tribunal a fait valoir que les méthodes du démarchage à domicile sont illicites.

### Apprenez les plantes et récoltez la santé.

Tous les remèdes sont dans la nature. Apprenez à les reconnaître et les utiliser. Voici le livre où les centaines de plantes qui nous servent de bien sont étudiées, dessinées avec précision, photographiées dans leur milieu naturel. D'éminents spécialistes, médecins, herboristes, biologistes décrivent leurs vertus, dévoilent leurs secrets et les recommandent pour un usage judicieux. Entrez au royaume des stupéfiants.



Les faits ne sont jamais déformés pour être simplifiés. De la couleur, des illustrations, des encadrés : Sélection crée de beaux livres dont la lecture est toujours passionnante. Résultat : des ouvrages de référence dont l'intérêt ne s'épuise pas.

Sélection du Reader's Digest éditeur de livres ? Ouvrez celui-ci et vous découvrirez un éditeur exigeant. Quel que soit le sujet, il est traité par les auteurs les plus qualifiés.

**Sélection du Reader's Digest.**

Re venez dans votre librairie.

# POLITIQUE

## Une lettre de M. Jean Charbonnel

M. Jean Charbonnel, maire de Brive, ancien ministre, qui a démissionné de ses fonctions de député général du R.P.R. à l'occasion de la démission de M. Michel Debré, nous adresse la lettre suivante :

En raison des relations contraires que j'ai toujours entretenues avec le monde, je n'engageais pas de politique sur la manière pour le moins curieuse dont il se rend compte, dans un article du 6 février, de ma carrière et de mon action passée. Je me contenterai de rétablir la vérité sur trois points de fait.

Il est faux de prétendre que j'ai « guidé l'U.D.R. en 1978 pour proposer la création du R.P.R. ». J'en ai été, en réalité, exclu en 1978, avec toute la section de Brive, parce que nous nous étions opposés à la manœuvre de M. Giscard d'Estaing sur le mouvement gaulliste et aux nouvelles de ses représentants locaux qui, pour obtenir la majorité dans notre fédération, avaient utilisé des procédés que nous avions dû dénoncer à la justice.

Il est également faux que j'aie tenté de « réorienter la constitution d'une quatrième composante de l'union de la gauche avec les parties du programme commun ». C'est au contraire parce que j'ai constaté que les formations de gauche refusaient de réviser leur programme sur les points qui étaient directement contraires aux grandes options du gaullisme que j'ai pu participer plus avant au projet de « quatrième composante ».

Je réitère enfin que le monde n'a pu attacher foi à une citation de la Lettre de la Nation reproduisant un communiqué rendu d'une réunion de l'U.D.R. que j'en ai été exclu. C'est moi qui, en tant que président de la section de Brive, ai refusé de participer à la réunion de la gauche que nous avons tenue le 13 février 1978.

de Correc était été omise par la commission nationale des conflits de l'U.D.R. le 10 mars 1980, il y a eu le dialogue nécessaire entre gaullistes et socialistes. — A. F.

On indique que M. Charbonnel a été élu député en 1978, avec toute la section de Brive, parce que nous nous étions opposés à la manœuvre de M. Giscard d'Estaing sur le mouvement gaulliste et aux nouvelles de ses représentants locaux qui, pour obtenir la majorité dans notre fédération, avaient utilisé des procédés que nous avions dû dénoncer à la justice.

Il est également faux que j'aie tenté de « réorienter la constitution d'une quatrième composante de l'union de la gauche avec les parties du programme commun ». C'est au contraire parce que j'ai constaté que les formations de gauche refusaient de réviser leur programme sur les points qui étaient directement contraires aux grandes options du gaullisme que j'ai pu participer plus avant au projet de « quatrième composante ».

Je réitère enfin que le monde n'a pu attacher foi à une citation de la Lettre de la Nation reproduisant un communiqué rendu d'une réunion de l'U.D.R. que j'en ai été exclu. C'est moi qui, en tant que président de la section de Brive, ai refusé de participer à la réunion de la gauche que nous avons tenue le 13 février 1978.

de Correc était été omise par la commission nationale des conflits de l'U.D.R. le 10 mars 1980, il y a eu le dialogue nécessaire entre gaullistes et socialistes. — A. F.

La Lettre de la Nation, organe du R.P.R., a répondu lundi 9 février à M. Charbonnel, en disant : « La Lettre de la Nation ne publie pas de faux ». Les propos de Jean Charbonnel que nous avons rapportés dans la Lettre du 5 février sont tellement faussés qu'ils ont été intégralement publiés dans le numéro de l'inter-ARF, publication dont Jean Charbonnel est directeur et dont il a signé l'édition. — A. F.

On indique que M. Charbonnel a été élu député en 1978, avec toute la section de Brive, parce que nous nous étions opposés à la manœuvre de M. Giscard d'Estaing sur le mouvement gaulliste et aux nouvelles de ses représentants locaux qui, pour obtenir la majorité dans notre fédération, avaient utilisé des procédés que nous avions dû dénoncer à la justice.

Il est également faux que j'aie tenté de « réorienter la constitution d'une quatrième composante de l'union de la gauche avec les parties du programme commun ». C'est au contraire parce que j'ai constaté que les formations de gauche refusaient de réviser leur programme sur les points qui étaient directement contraires aux grandes options du gaullisme que j'ai pu participer plus avant au projet de « quatrième composante ».

Je réitère enfin que le monde n'a pu attacher foi à une citation de la Lettre de la Nation reproduisant un communiqué rendu d'une réunion de l'U.D.R. que j'en ai été exclu. C'est moi qui, en tant que président de la section de Brive, ai refusé de participer à la réunion de la gauche que nous avons tenue le 13 février 1978.

de Correc était été omise par la commission nationale des conflits de l'U.D.R. le 10 mars 1980, il y a eu le dialogue nécessaire entre gaullistes et socialistes. — A. F.

## LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 11 février 1981, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● **PÊCHE :** La ministre des transports a rendu compte de la réunion du conseil des Communautés des ministres chargés de la pêche, en cours à Bruxelles. Il a rappelé l'absence nécessaire de faire respecter les principes de la liberté d'accès et de la reconnaissance des droits historiques des pêcheurs, qui constituent les fondements d'une politique communautaire de la pêche.

● **LA DIRECTION DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES :** Le ministre de l'Éducation a fait une communication sur les responsabilités des établissements scolaires,

dans laquelle il a souligné le rôle essentiel des enseignants-traitants directs et des sept mille chefs d'établissement au second degré, pour la mise en œuvre d'une politique de qualité de l'enseignement public.

Leurs responsabilités administratives et pédagogiques seront accrues afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle d'animateurs de nouvelles dispositions statutaires. Les chefs d'établissement seront mieux outillés, pour leur rôle de chefs de leur formation seront améliorés.

Les directeurs d'école et chefs d'établissement au second degré, animateurs des communautés scolaires et des équipes éducatives qui leur sont confiées, pourront ainsi mieux coordonner, par leur esprit de tolérance, leur ouverture sur la vie et leur sens des responsabilités, à travers une série de valeurs de notre société.

Dans le domaine des hélicoptères civils, des avions d'affaires et des équipements aéronautiques, les succès de nos entreprises nous assurent une position de premier plan ; la France dispose d'une gamme complète de matériels bien adaptés au marché et d'un haut niveau technologique, notamment aérospatial.

La construction aéronautique civile a permis une contribution importante à notre commerce extérieur. À l'export, et à l'investissement du territoire, elle a apporté à notre balance extérieure un excédent de plus de 20 milliards de francs et permis la création de dix mille à quinze mille emplois nouveaux, grâce à une action politique de sous-traitance auprès de petites et moyennes entreprises réparties sur l'ensemble du territoire national.

● **NON-ALIGNÉS :** Le ministre des affaires étrangères a informé le conseil des ministres des travaux de la 9<sup>e</sup> conférence ministérielle des non-alignés qui se tient actuellement à la Nouvelle-Orléans (voir page 4).

● **LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE :** Le président de la République a informé le conseil des ministres des 27<sup>e</sup> conversations franco-allemandes qui se sont tenues à Paris les 5 et 6 février.

Elles ont conduit la France et la République fédérale d'Allemagne à affirmer, dans une déclaration commune, leur désir de voir leur coopération se développer dans une grande série de préoccupations du monde actuel et leur détermination de contribuer à la stabilisation des relations Est-Ouest et au maintien de la paix. Ces ententes ont été ratifiées par les gouvernements français et allemands et ont conduit à la signature d'un accord de coopération.

Constantin que l'entente coopération de nos deux pays n'est pas d'une connaissance suffisante de leurs cultures respectives, elles ont fixé des objectifs permettant d'approfondir leurs connaissances respectives sur le plan de la langue, de l'art et de la civilisation.

● **Au ministère de l'Intérieur :** M. Marcel Portehault, inspecteur de l'administration, a été nommé inspecteur général de l'administration.

**VIENDE DE PARAITRE**  
Le grand album de  
**PINATEL**  
Format 24 x 32 cm - 128 pages  
360 dessins  
60 Frs TVA et frais d'envoi compris  
1 exemplaire 60 F  
5 à 10 exemplaires 50 F pièce  
Pour une commande supérieure nous consulter S.V.P.

**VALERYT'PARADE**  
GRANDEUR et MISÈRES et petits  
ridicules d'UN SEPTENARQUE  
POUR RECEVOIR VALERYT'PARADE  
envoyez 60 Frs (TVA et port compris) avec nom, prénom, rue,  
ville, code postal, aux :  
**Editions PUBLITOTAL S.A.**  
14, rue Adolphe Seyboth - 67000 STRASBOURG

**GALERIES LAFAYETTE**

**LES PREMIERS 100 F DE VOTRE LISTE, C'EST NOUS QUI LES OFFRONS**

**JUSQU'AU 28 FÉVRIER.**

Munissez-vous de cette annonce et allez vite ouvrir votre liste de mariage avant le 28 février. Les Galeries Lafayette vous offrent 100 F à l'occasion de la St-Valentin. Et tout au long de l'année, 5 % d'escompte sur le montant global de votre liste et encore 5 % de remise sur tous vos achats pendant la première année de votre mariage, et bien d'autres avantages encore. Renseignez-vous à la Boutique Mariage, nos hôtesse vous attendent pour vous aider et vous conseiller.

A partir du 11 février.

**Galerie Lafayette**

## Remue-ménage chez les rapatriés

- Le RECOURS précise ses griefs contre M. Dominiati
- Une mise au point du général Jouhaud

À la suite de l'article que nous avons consacré dans nos éditions du 21 janvier à la préparation de la campagne électorale chez les rapatriés, MM. Pierre Laffont, ancien député d'Oran, coordonnateur du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés), et Jacques Roseau, porte-parole de ce mouvement, nous ont écrit pour préciser leurs griefs contre « la personne et les méthodes du secrétaire d'État aux rapatriés ». Ils ajoutent, toutefois, qu'il est « prématuré » d'en déduire que le RECOURS démentira « des consignes hostiles au renouvellement du mandat de M. Giscard d'Estaing ».

Le général Jouhaud dément, pour sa part, les intentions qui lui ont été « prêtées » après ses déclarations du 13 janvier. Si nous avons dit qu'il y a eu, à la suite de son départ, au cabinet de M. Dominiati, qui avait pris soin de rendre publics les conseils électoraux prodigués par l'ancien putschiste en les diffusant sur papier à en-tête officiel, l'équivoque n'eût été levée plus clairement encore si le général Jouhaud, après avoir confirmé ses propos, avait précisé lui-même que le secrétaire d'État avait, en la circonstance, agi de sa seule initiative, sans qu'il ait été informé. Ce qui ne fait que confirmer le calcul électoraliste du cabinet de M. Dominiati — A. R.

MM. Laffont et Roseau déclarent notamment : « M. Dominiati n'a jamais représenté les rapatriés auprès du gouvernement mais uniquement le gouvernement auprès des rapatriés. Il a tout de suite renoncé à toute neutralité et s'est engagé à une action électorale stricte se faisant par des opérations de relations publiques d'avoir les dirigeants des associations à sa botte. La méthode se résume aujourd'hui contre lui car tous les groupements ont depuis le 21 novembre rompu toutes relations avec son ministère et étaient absentes à la réunion du 13 janvier dernier. »

« Devant cet échec patent, notre « ministère » a conçu un plan tout à fait conforme à la conception qu'il a de la politique sous l'autorité de l'O.A.S. La population ou va s'acharner les faveurs de quelques-uns de ses délégués et la communauté rapatriée suivra — comme la-haut — les consignes électorales qui lui seront données ! »

C'est le raisonnement-type des ennemis du suffrage universel qui ont toujours cru que l'on pouvait trouver des électeurs dans les bidons. Mais ces hommes sont royaux et les Français d'Algérie ne se déterminent en fonction non pas de l'absence d'émigration mais uniquement en fonction du règlement de leur problème. On ne peut pas plus prouver du « vote rapatrié » que du « vote algérien ». Les « rapatriés » et ceux qui prétendent le contraire sont ceux de la bourgeoisie de la France.

M. Giscard d'Estaing ayant plus de faveurs des rapatriés que tous les autres présidents

de la V<sup>e</sup> République, il serait logique de croire qu'il s'est de ce fait, attiré leur reconnaissance. Malheureusement pour lui, il n'en est rien et l'irritation de cette communauté est plus perceptible que jamais.

La période électorale qui s'ouvre va permettre aux associations, et à la nôtre en particulier, de tout tenter pour obtenir une amélioration du sort de nos compatriotes.

D'autre part, le général Jouhaud nous a adressé la mise au point suivante :

« Le 13 janvier, j'ai été amené, au cours d'une réception organisée par M. Dominiati, secrétaire d'État aux rapatriés, qui leur présentait ses vœux, à donner à dire strictement personnel, deux conseils à mes compatriotes : »

« D'abord de ne pas compromettre leur dignité en accordant leurs voix à des hommes qui, dans le passé, avaient été les ennemis de leur culture. Ensuite de se méfier de promesses trop faciles. »

« Des commentaires, qui ont tenu ma pensée, ayant été publiés, je tiens à déclarer que je n'ai eu aucune intention de certains hommes politiques, un jour, à prendre position, je le ferai d'une façon totalement nette pour éviter toute équivoque. »

M. et Mme Giscard d'Estaing ont quitté Paris, mercredi 11 février en fin de journée, pour aller au fort de Breteuil (V.O.) où ils séjourneront jusqu'à dimanche. Ils assisteront, lundi 15 février, à 10 h, en l'église Saint-Louis des Invalides, aux obsèques du général Claude Vautour.

سكنا في الراجل

(Publicité)

## La résidence des Célibataires

### Un succès parisien d'un constructeur de province.

Une interview de Pierre de Villard par Pierre Grandmougin.

Pierre de Villard, constructeur de la région Rhône-Alpes, vient de réussir le lancement de sa "Résidence des CÉLIBATAIRES" parisienne, alors que ses confrères quittent la capitale pour s'intéresser à la province et aux stations de sports d'hiver.

**Chef d'entreprise et élu local connu pour ses idées novatrices, Pierre de Villard prouve une fois de plus que la compétence allée au sens du risque calculé permet encore en 1981 d'entreprendre.**

Nous avons voulu faire le point avec lui, trois mois après le début de la commercialisation de cette "Résidence des CÉLIBATAIRES" n° 7 qui comprend, comme les six précédentes, un ensemble de petits appartements studios et deux pièces, jumelés à un hôtel Mercure, et bénéficiant de services originaux et fonctionnels dont l'utilité est facultative. Elle est située à la frontière du XIV<sup>e</sup> arrondissement, en bordure du Parc des Expositions de la Porte de Versailles, à Vanves, à quelques minutes des transports en commun et à proximité du boulevard périphérique.

Pierre de Villard.



Pierre Grandmougin : Pierre de Villard, très satisfait de la commercialisation de votre première "Résidence des CÉLIBATAIRES" parisienne ?

Pierre de Villard : Pour vous répondre, je pense qu'il est préférable de vous donner des chiffres. Après 3 mois de commercialisation, nous avons 33 réservations signées, soit un rythme de 11 par mois. Je n'en attendais pas tant.

P.G. : A quoi est dû ce succès ?

P. de V. : A trois éléments essentiels je crois : 1° - la nouveauté, la qualité et l'emplacement de notre produit, 2° - l'originalité de notre résidence déjà réalisée en plusieurs exemplaires et qui a donc fait ses preuves, 3° - l'existence d'une demande importante dans le créneau choisi.

P.G. : Qu'est-ce qui la distingue des autres résidences ?

P. de V. : Je pense, avant tout, la conception de l'ensemble, le souci du détail dans l'aménagement, et la présence de services simples, pratiques et surtout facultatifs, qui n'entraînent que peu de charges supplémentaires pour la copropriété, tels que salle de réunion, buanderie, salle de gymnastique, service des messages, ou encore liaison directe par interphone avec le standard de l'hôtel permettant de réserver une table pour dîner ou une chambre pour un ami de passage.

P.G. : Avez-vous intéressé les investisseurs ?

P. de V. : Oui bien sûr, puisque ce type d'appartements convient parfaitement à ce qu'ils recherchent dans la plupart des cas. Mais là encore, nous apportons avec l'appartement un service, nous proposons en effet, de confier la gestion location à la Société COMADIM, filiale de la B.N.P., ce qui permet à nos clients d'être assurés d'avoir un organisme sérieux et expérimenté pour gérer leur appartement, s'ils le souhaitent bien entendu.

Par ailleurs, nous avons poussé le souci du détail dont je viens de parler, en individuel-

sant au maximum les charges : ainsi, le chauffage électrique et la production d'eau chaude sont individuels et les propriétaires n'ont donc plus à faire l'avance sur consommation. Avantage important à l'heure actuelle.

P.G. : Pouvez-vous citer un chiffre de location ?

P. de V. : Il est difficile de dire combien se louera un appartement en 1982, toutefois, nous pensons que les studios que nous vendons aujourd'hui environ 230.000 F pourront se louer aux alentours de 1.400 F par mois plus charges, soit un peu plus de 7 % de rapport brut. Ce qui est une rentabilité non négligeable actuellement.

P.G. : En dehors des investisseurs, qui sont vos acheteurs ?

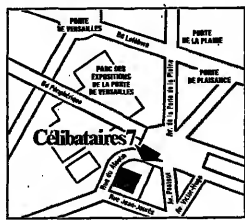
P. de V. : Ils sont très diversifiés, mais avec une dominante de personnes seules, de personnes cherchant un pied-à-terre ou de parents souhaitant loger leurs enfants étudiants.

P.G. : L'un dit que votre résidence est meilleur marché que les autres ?

P. de V. : Il n'est pas facile de comparer, car je ne connais pas d'opérations équivalentes. L'important c'est le rapport qualité/prix. De ce point de vue, nous avons réussi à obtenir l'optimum, surtout si l'on constate que dans le prix de l'appartement, toute l'organisation des services est comprise. De plus, nos prix sont fermes et définitifs à la réservation.

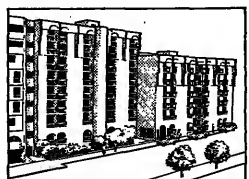
Malgré cela, et au risque de vous étonner, le constructeur que je suis pense que le prix de l'immobilier en général est beaucoup trop élevé. Il s'agit d'un problème grave que l'on ne résoudra pas sans changement des mentalités et des règles qui nous régissent.

La première question que l'on doit se poser c'est : doit-on continuer de penser le logement en terme de génération ou en terme de bien de consommation ?



La deuxième : est-il pensable en 1981 de réduire à 10 % environ le potentiel des Français qui peuvent accéder à la propriété ?

Répondre à ces deux questions engendre un enchaînement de raisonnements, que l'homme politique, le Français moyen et le technicien ne maîtrisent plus.



Dessin de la maquette "Célibataires 7".

Acheter un studio 300.000 F dans nos "Résidences des CÉLIBATAIRES" peut paraître cher, c'est pourtant inférieur au prix auquel je devrais vendre si je retirais ce chantier aujourd'hui. Ceci prouve que notre machine économique, en ce qui concerne le bâtiment, obéit à des règles qu'il est nécessaire de changer... mais cela est une autre affaire... On attendait, je crains que les prix ne cessent de monter, et, croyez-le bien, ce n'est pas fait pour me réjouir, même si mes clients, par contrecoup, font une bonne affaire.

P.G. : Si vous aviez un avis à donner à un acheteur éventuel, que lui conseilleriez-vous ?

P. de V. : Achetez de la pierre (ou du béton), vous conserverez votre capital, mais n'agissez pas sans réfléchir !

Un studio peut être un apport personnel pour un achat futur, ou la possibilité de se loger, ou encore le moyen d'avoir un revenu, mais ce n'est pas le "refugium pétaurorum" de ceux qui n'ont pas d'autres idées pour placer leurs économies. Gérer sa fortune, fuir-elle petite, cela se fait avec réflexion et discernement et en fonction de son propre problème.

Bureau de vente sur place : angle av. de la Porte de la Plaine, Paris 15<sup>e</sup> (au bordure du Parc des Expositions) et av. Pasteur à Vanves, ouvert tous les jours (sauf mercredi et dimanche) de 13 h à 19 h. TEL (1) 642.53.78.

Commercialisation : Repellin et de Villard, 15, rue de Lesdiguières - 38000 Grenoble. TEL (76) 44.10.44.

## La liberté n'a pas de prix, le logement n'en a plus.

Le coût des logements devenant un problème particulièrement grave, le voudrions essayer d'apporter un éclairage un peu différent des analyses généralement faites sur ce sujet.

Il est en effet indispensable de prendre conscience que l'augmentation des coûts de l'habitat est probablement l'un des problèmes économiques et sociaux les plus graves de ces cinq prochaines années. Ses conséquences sont inévitables car le logement est la base de la cellule familiale et souvent à l'origine de la dégradation du comportement de celle-ci.

Il m'a donc semblé nécessaire d'attirer l'attention non seulement des hommes politiques du moment mais aussi de l'ensemble des français sur les dangers que comporte le fait qu'une catégorie quelconque d'individus ne puisse se loger décemment par suite de la hausse des coûts.

Il y a schématiquement deux façons de se loger : louer un appartement ou acheter. Les deux sont étroitement liés, car la location est le plus souvent fonction du prix d'achat. Or ces prix sont arrivés à de tels sommets que l'on peut se demander qui aura bientôt les moyens d'acheter et même de louer à la hausse continue. Le logement le plus simple est devenu un objet de luxe, ce n'est pas sain, ce n'est pas bon, à la limite ce n'est pas moral.

Quelles en sont les causes ? Elles sont multiples et il est bico-

difficile de répondre rapidement à une telle question. Je dirais que le législateur sous la pression d'un état d'esprit général a voulu s'occuper de tout et administrer à son malade, le bâtiment, et plus généralement à l'entreprise, des ordonnances de toutes sortes. On a voulu organiser dans l'entreprise et l'état, des assurances pour tous les risques engendrant l'irresponsabilité individuelle et collective.

En définitive, le malade souffre actuellement d'un excès de médicaments, qui a tué l'initiative, créant des problèmes liés à la portée de secours qui n'est plus possible d'obtenir.

Nous vivons dans un monde où l'état d'esprit général veut que le citoyen n'ait que des droits et aucun devoir. Fuir ses responsabilités c'est fuir un certain risque, et vouloir se préserver de tout, c'est engendrer le désir d'être couvert à tous les niveaux. Le bâtiment en est un brillant exemple.

Je pense également que ce même état d'esprit a rendu impossible toutes réformes de fond. Au lieu de s'attaquer aux véritables causes, on a dû augmenter artificiellement le pouvoir d'achat des français par le crédit ou l'aide personnelle. Si ces deux méthodes ont permis de passer certains caps, l'une et l'autre ont suffoqué plus actuellement. Nous sommes maintenant dans l'impasse et à la limite de l'acceptable.

Le phénomène revêt une telle ampleur, qu'une véritable réforme représente une folle révolution des habitudes et des comportements, et je ne suis malheureusement pas certain que nous y soyons préparés.

Pourtant, nous allons devoir dans les années à venir, soit accepter de revoir complètement les réglementations sociales, techniques, juridiques et fiscales, soit renoncer à vouloir mettre l'accession à la propriété à la portée de tous les français.

On peut se rendre compte de l'importance du phénomène, en décomposant les prix de revient des logements et en étudiant pour chaque poste les améliorations à apporter. C'est le raisonnement le plus simple, mais c'est aussi celui qui donne l'ampleur du désastre.

Très schématiquement, le coût du logement se divise en 5 chapitres :

- 1° - Foncier (terrain, éviction, démolition 10 à 23 %).
- 2° - Frais généraux (gestion, frais financiers, honoraires, commercialisation, assurance 15 à 20 %).
- 3° - Construction (40 à 50 %).
- 4° - Taxes-impôts (T.V.A., P.L.D., T.P.T., taxe à l'épave, avec D.T.T. et E.D.P. 14 à 22 %).
- 5° - Marge brute (5 à 9 %).

En sus du prix total de vente, on doit ajouter 2 à 5 % de frais d'acte.

Si l'on sait par ailleurs, que la plupart des améliorations de productivité que pouvaient faire les constructeurs dans le cadre de la réglementation existante ont été faites, et que la marge qui subsiste est considérée par les banquiers comme la limite en-dessous de laquelle il y a danger pour l'entreprise, l'on se rend mieux compte de l'envergure du problème.

Pourtant, il faut grignoter sur chacun de ces postes pour permettre une baisse sensible de l'ensemble, mais par quoi commencer ? Que ce soit le foncier, les règles de constructions, les assurances, la fiscalité, les honoraires etc., chaque chapitre pose de multiples problèmes qui nécessitent pour les résoudre des mini-révolutions.

La première de ces mini-révolutions me paraît être l'indispensable balayage des idées reçues afin de préparer les français à un changement de mentalité. Car c'est vrai que la construction est chère, c'est vrai que les terrains sont hors de prix, c'est vrai que les frais généraux grimpent et s'additionnent, c'est vrai que les crédits sont rares et chers, mais c'est aussi vrai que nous n'évoluons pas.

Pourquoi continuer de penser l'habitat en terme de génération, pourquoi s'enfermer dans des carcans administratifs et réglementaires incroyables que les français réclament sans se rendre compte que leur juxtaposition rend la

machine incontrôlable, pourquoi vouloir couvrir nos propres responsabilités par l'assurance des autres ?

L'habitat, bien de consommation, serait-il une utopie ? Est-il fou de penser que changer d'appartement pourrait être aussi rapide et pas plus onéreux que de changer de voiture ? Est-il fou de penser qu'entretenir sa maison pourrait être la rançon de techniques plus simples et de prix moins élevés ? Est-il fou de penser à une maison qui n'obligerait à aucune règle préalable, si ce n'est celle de subir la loi du marché et de la concurrence ? A toutes ces questions, je ne suis pas sûr qu'il y ait pour l'instant une réponse possible, car nous vivons dans un monde trop planifié, et enfoncé dans ses habitudes pour imaginer que l'on puisse sortir de la règle.

Pourtant ce sont ces mini-révolutions que l'on se refuse à accepter chaque jour, qui nous mettent au pied du mur aujourd'hui. Quand viendra-t-elle, la révolution ? C'est là, la vraie et la seule question ?

Si nous sortions de cette impasse, il faut être conscient que les palliatifs ne suffisent plus et qu'un curetage en profondeur est nécessaire. Cela veut dire que chaque poste du prix de revient doit être passé au peigne fin, et aménagé de telle sorte que le seul objectif "baisse du prix de revient" soit atteint. Cela veut dire aussi, qu'il faut préparer l'opinion à ces mini-

révolutions qui doivent être acceptées par le plus grand nombre. C'est un travail considérable, car il a des conséquences sur la vie de chaque français et sur la vie de chaque entreprise. Malgré cela, je persiste à dire que c'est la seule solution durable. Elle nécessite de la part de l'opinion et du gouvernement une prise de conscience afin que l'on considère ce problème comme la "priorité".

Monsieur BARRE défend le franc avec énergie, persévérance et avec une efficacité certaine. Je dirais qu'il a une "main de fer dans un gant d'acier". La même énergie déployée avec persévérance pour le logement devrait aboutir à terme, à une solution convenable si les français acceptent de se reconstruire par la nécessaire mutation de leur comportement quotidien. Ceci ne peut se réaliser que dans un régime comme le nôtre où le mot "liberté" a véritablement un sens. Si vous ne permettez cette conclusion, je dirai : la liberté n'a pas de prix, le logement n'en a plus, tâchons que la folie de l'un n'entraîne pas la perte de l'autre.

Pierre de Villard.

\*Pierre de VILLARD fait partie de ces jeunes chefs d'entreprises qui ne se contentent pas d'acheter leur société, mais qui savent prendre des responsabilités publiques pour défendre leurs convictions. Conseiller Général de l'Isère, il est aussi vice-président du C.H.U. de Grenoble (5.500 salariés), Administrateur de la Sécurité Sociale, élu de la Chambre de Commerce et Président de la Fédération des P.M.E. de son département.

# La polémique sur l'attitude des communistes envers les immigrés s'amplifie

La polémique sur l'attitude du parti communiste envers les immigrés s'amplifie et domine la vie de nombreuses communes, en particulier à Montigny-les-Corbeilles, où le maire socialiste de la commune, M. Robert Lapeyre, a été élu à la tête de la commune après avoir été élu à la tête de la commune après avoir été élu à la tête de la commune.

Deux déclarations ont particulièrement retenu l'attention mercredi. L'une d'abord de celle, inhabituelle dans le ton pour un représentant communiste, de l'ambassadeur du Maroc à Paris, M. Ben Abdelhak, qui a déclaré, au propos de l'affaire de Montigny, aux propos paternels électoraux du P.C.F. De son côté, M. Jean Stoléru, secrétaire d'Etat, chargé des travailleurs manuels et des immigrés, a affirmé que les communistes s'opposaient à l'immigration, à l'exception de la France l'espérance de l'immigration. Cela lui a valu une réplique de M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F., qui déclare dans « l'Unité » :

« Le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.) estime que les déclarations de M. Georges Marchais, qui étaient faites au moment où le parti communiste était au pouvoir, sont en contradiction avec la situation actuelle. M. Georges Marchais est aujourd'hui à la tête du parti communiste, et il est évident que sa position a changé. M. Stoléru, qui est aujourd'hui à la tête du gouvernement, a déclaré que les communistes s'opposaient à l'immigration, à l'exception de la France l'espérance de l'immigration. Cela lui a valu une réplique de M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F., qui déclare dans « l'Unité » :

« Le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.) estime que les déclarations de M. Georges Marchais, qui étaient faites au moment où le parti communiste était au pouvoir, sont en contradiction avec la situation actuelle. M. Georges Marchais est aujourd'hui à la tête du parti communiste, et il est évident que sa position a changé. M. Stoléru, qui est aujourd'hui à la tête du gouvernement, a déclaré que les communistes s'opposaient à l'immigration, à l'exception de la France l'espérance de l'immigration. Cela lui a valu une réplique de M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F., qui déclare dans « l'Unité » :

## La presse marocaine dénonce le « racisme » du P.C.F.

De notre correspondant

Rabat. — L'indignation des Marocains devant l'affaire de Montigny-les-Corbeilles s'est exprimée dans la presse gouvernementale, l'opposition et la presse communiste française. Les journaux communistes ont publié des déclarations de M. Stoléru, l'ancien ministre de l'Intérieur, qui a déclaré que les communistes s'opposaient à l'immigration, à l'exception de la France l'espérance de l'immigration. Cela lui a valu une réplique de M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F., qui déclare dans « l'Unité » :

« Le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.) estime que les déclarations de M. Georges Marchais, qui étaient faites au moment où le parti communiste était au pouvoir, sont en contradiction avec la situation actuelle. M. Georges Marchais est aujourd'hui à la tête du parti communiste, et il est évident que sa position a changé. M. Stoléru, qui est aujourd'hui à la tête du gouvernement, a déclaré que les communistes s'opposaient à l'immigration, à l'exception de la France l'espérance de l'immigration. Cela lui a valu une réplique de M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F., qui déclare dans « l'Unité » :

## « JE FERAI APPLIQUER STRICTEMENT LES LOIS PROTÉGÉES LES ÉTRANGERS », déclare M. Stoléru

Dans une déclaration publiée par le quotidien Le Croix du 12 février, M. Louis Stoléru, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs manuels et des immigrés, a déclaré que les communistes s'opposaient à l'immigration, à l'exception de la France l'espérance de l'immigration. Cela lui a valu une réplique de M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F., qui déclare dans « l'Unité » :

## LES RÉACTIONS DANS LES SYNDICATS DE POLICE

Le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.) estime que les déclarations de M. Georges Marchais, qui étaient faites au moment où le parti communiste était au pouvoir, sont en contradiction avec la situation actuelle. M. Georges Marchais est aujourd'hui à la tête du parti communiste, et il est évident que sa position a changé. M. Stoléru, qui est aujourd'hui à la tête du gouvernement, a déclaré que les communistes s'opposaient à l'immigration, à l'exception de la France l'espérance de l'immigration. Cela lui a valu une réplique de M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F., qui déclare dans « l'Unité » :

« Le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.) estime que les déclarations de M. Georges Marchais, qui étaient faites au moment où le parti communiste était au pouvoir, sont en contradiction avec la situation actuelle. M. Georges Marchais est aujourd'hui à la tête du parti communiste, et il est évident que sa position a changé. M. Stoléru, qui est aujourd'hui à la tête du gouvernement, a déclaré que les communistes s'opposaient à l'immigration, à l'exception de la France l'espérance de l'immigration. Cela lui a valu une réplique de M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F., qui déclare dans « l'Unité » :

## L'AMBASSADEUR DU MAROC A PARIS EST « SCANDALISÉ ET INDIGNÉ »

M. Stoléru, l'ancien ministre de l'Intérieur, a déclaré que les communistes s'opposaient à l'immigration, à l'exception de la France l'espérance de l'immigration. Cela lui a valu une réplique de M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F., qui déclare dans « l'Unité » :

« Le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.) estime que les déclarations de M. Georges Marchais, qui étaient faites au moment où le parti communiste était au pouvoir, sont en contradiction avec la situation actuelle. M. Georges Marchais est aujourd'hui à la tête du parti communiste, et il est évident que sa position a changé. M. Stoléru, qui est aujourd'hui à la tête du gouvernement, a déclaré que les communistes s'opposaient à l'immigration, à l'exception de la France l'espérance de l'immigration. Cela lui a valu une réplique de M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F., qui déclare dans « l'Unité » :

## Une équipe française met au point le premier modèle de vaccin totalement synthétique

Ouvrant de nouvelles perspectives en matière de prévention

Une équipe scientifique de l'Institut Pasteur de Paris, dirigée par le professeur Louis Chedid, vient de rendre public les résultats des travaux de son équipe. Ces travaux ont permis de mettre au point le premier modèle de vaccin totalement synthétique. Ce vaccin est basé sur la structure chimique de la protéine de surface du virus de la poliomyélite. Les chercheurs ont réussi à synthétiser cette protéine en laboratoire, ce qui ouvre de nouvelles perspectives en matière de prévention.

## Parti de l'hôpital de Roanne

UN MOUVEMENT DE GRÈVE À PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS DE LA LOIRE

Le mouvement de grève a éclaté à l'hôpital de Roanne, dans la Loire. Les infirmières ont décidé de ne pas aller travailler le mardi 10 février. Cette grève a été déclenchée par une décision de la direction de l'hôpital, qui a décidé de licencier une infirmière. Les infirmières ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas accepter cette décision.

## Le maire (P.C.F.) de Dammarie-les-Lys demande la fermeture d'un foyer de la Sonacotra

De notre correspondant

Melun. — Dans sa déclaration à la presse et à la radio locale, le maire communiste de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), M. Robert Lapeyre, a demandé la fermeture d'un foyer de la Sonacotra. M. Lapeyre a déclaré que ce foyer était un lieu de détention pour des étrangers, et qu'il était contraire à l'intérêt de la commune.

## Le maire (P.C.F.) de Dammarie-les-Lys demande la fermeture d'un foyer de la Sonacotra

Melun. — Dans sa déclaration à la presse et à la radio locale, le maire communiste de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), M. Robert Lapeyre, a demandé la fermeture d'un foyer de la Sonacotra. M. Lapeyre a déclaré que ce foyer était un lieu de détention pour des étrangers, et qu'il était contraire à l'intérêt de la commune.

## Tétanos, grippe, choléra

Le vaccin synthétique de la poliomyélite, mis au point par l'équipe française de l'Institut Pasteur, est basé sur la structure chimique de la protéine de surface du virus. Ce vaccin est basé sur la structure chimique de la protéine de surface du virus. Les chercheurs ont réussi à synthétiser cette protéine en laboratoire, ce qui ouvre de nouvelles perspectives en matière de prévention.

## Parti de l'hôpital de Roanne

Le mouvement de grève a éclaté à l'hôpital de Roanne, dans la Loire. Les infirmières ont décidé de ne pas aller travailler le mardi 10 février. Cette grève a été déclenchée par une décision de la direction de l'hôpital, qui a décidé de licencier une infirmière. Les infirmières ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas accepter cette décision.

Melun. — Dans sa déclaration à la presse et à la radio locale, le maire communiste de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), M. Robert Lapeyre, a demandé la fermeture d'un foyer de la Sonacotra. M. Lapeyre a déclaré que ce foyer était un lieu de détention pour des étrangers, et qu'il était contraire à l'intérêt de la commune.

Melun. — Dans sa déclaration à la presse et à la radio locale, le maire communiste de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), M. Robert Lapeyre, a demandé la fermeture d'un foyer de la Sonacotra. M. Lapeyre a déclaré que ce foyer était un lieu de détention pour des étrangers, et qu'il était contraire à l'intérêt de la commune.

Le vaccin synthétique de la poliomyélite, mis au point par l'équipe française de l'Institut Pasteur, est basé sur la structure chimique de la protéine de surface du virus. Ce vaccin est basé sur la structure chimique de la protéine de surface du virus. Les chercheurs ont réussi à synthétiser cette protéine en laboratoire, ce qui ouvre de nouvelles perspectives en matière de prévention.

Le mouvement de grève a éclaté à l'hôpital de Roanne, dans la Loire. Les infirmières ont décidé de ne pas aller travailler le mardi 10 février. Cette grève a été déclenchée par une décision de la direction de l'hôpital, qui a décidé de licencier une infirmière. Les infirmières ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas accepter cette décision.

Le vaccin synthétique de la poliomyélite, mis au point par l'équipe française de l'Institut Pasteur, est basé sur la structure chimique de la protéine de surface du virus. Ce vaccin est basé sur la structure chimique de la protéine de surface du virus. Les chercheurs ont réussi à synthétiser cette protéine en laboratoire, ce qui ouvre de nouvelles perspectives en matière de prévention.

Le mouvement de grève a éclaté à l'hôpital de Roanne, dans la Loire. Les infirmières ont décidé de ne pas aller travailler le mardi 10 février. Cette grève a été déclenchée par une décision de la direction de l'hôpital, qui a décidé de licencier une infirmière. Les infirmières ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas accepter cette décision.

# La grande bataille des communications

## II. — Rajeunir une loi centenaire

par CLAUDE DURIEUX

Les applications de la télématique menacent-elles l'avenir de la presse écrite? Les directeurs de journaux, notamment en province, en sont convaincus (« Le Monde » du 12 février).

Mais la mise en œuvre, inévitable, de ce progrès technologique fournit l'occasion de s'interroger sur les textes législatifs qui fondent la liberté d'expression en cette fin du vingtième siècle.

Les directeurs de journaux réclament la protection des pouvoirs publics face à la concurrence mortelle que risque de leur faire le videofilm, mais ils acceptent volontiers le confort que leur offrent, par ailleurs, les progrès de l'informatic. Il y a beaucoup de corporatisme là-dedans!

Le haut fonctionnaire qui nous tient ces propos fait allusion, notamment, à la transmission des pages de journaux par fac-similé et au recours direct à la photocomposition, grâce aux écrans de visualisation utilisés par des journalistes.

Il paraît loin le jour où l'on a appris que l'International Herald Tribune, quotidien de langue anglaise réalisé à Paris, allait être démonté, transmis et imprimé simultanément à Londres grâce au procédé informatique de transmission à distance du fac-similé. C'était en mars 1974. Six ans après, en mars 1980, l'International Herald Tribune utilisait le satellite Intelsat pour réaliser une opération semblable, mais avec Hongkong.

En France, le recours au fac-similé ne s'est produit qu'en mai.

### La malilette du reporter

En ce qui concerne la modernisation des entreprises de presse — largement amorcée, notamment en province — elle fait appel aussi aux multiples applications de l'informatic. Dans un premier temps, cette modernisation s'agit — en raison des lourds investissements qu'elle entraîne — des difficultés d'exploitation de la

lien de 1976 grâce, rendons-lui cette justice, à l'esprit d'entreprise de M. Robert Herault. Celui-ci avait, au sein de l'entreprise, le réseau aisé, bien sûr, été élargi par l'ajout de deux lignes de M. Herault, deux lignes que M. Herault avait fait entrer dans son empire. Le groupe Amarty (la Parole libre) prenait une initiative semblable.

Pour leur part, les Nouvelles Messageries de la presse française lançaient une structure coopérative pour le fac-similé, COFAX, puis prenaient en compte les investissements en matériel des réseaux Herault et Amarty. Sur le plan juridique, le tout était fédéré dans une nouvelle société de gestion des installations techniques: la SEREPAX. Au 30 avril 1980, la SEREPAX prédisait aux destinées de dix centres régionaux — Toulouse, Lyon, Nantes, Marseille, Le Mans (Vau), Toulon, Poitiers, Nancy, Roubaix et Clermont — où sont réalisées aujourd'hui, en fac-similé, deux quotidiens et neuf hebdomadaires « parisiens ».

Les avantages du système décentralisé tombent sous le sens: gain de temps considérable (le délai de mise en vente d'un quotidien est un élément capital de sa valeur marchande); économies d'énergie sur les moyens de transport; conventionnelles des journaux (S.N.C.F., P.T.T.).

Selon une étude menée par la SEREPAX entre 1976 et 1979, le gain global des ventes a été sensiblement moins important en province qu'à Paris, et cette différence (35% en faveur de la province) est largement imputable au fac-similé.

Un simple « produit » soumis aux lois du marché? Des messages de complaisance entourant des placards publicitaires? Du papier imprimé, vendu à vil prix?

Si l'on a cette conception, la technologie commande, les gestionnaires doivent avoir priorité sur les objectifs rédactionnels et la concentration s'impose. En revanche, si l'on estime que le rôle fondamental des communications dans une économie est de remettre à jour et de diffuser l'une des ressources essentielles à

collaborer, la forme la plus radicale de cette « banalisation » de la composition des articles: travaillant sur console de visualisation, introduisant lui-même les codes, le rédacteur tape son article et l'envoie directement dans le photocomposeur, qui en fournit l'épreuve et le film, sans intervention d'aucun ouvrier d'imprimerie.

Si la généralisation du système, à court terme, paraît exclue, le principe démontre ce il risque de trouver bientôt une application pour les reporters, qui vont pouvoir disposer d'une machine à écrire portable, informatisée, dont les performances s'amélioreront (1).

L'évolution de la presse et son avenir seront aussi largement

### La question de fond

Télétexte, annuaire électronique, photocomposeur, ordinateur, banque de données, satellites et microprocesseurs... autant de moyens de traitement et de vecteurs de l'information qui vont s'interpénétrer sans qu'on puisse dire encore « qui commande à qui ». Toutes les connexions se font blanches à la disposition des techniciens, qui dissimulent mal la satisfaction que leur procure cette nouvelle puissance.

Les multiples applications de la télématique posent, plus que jamais, la question de fond: qu'est-ce que l'information? Une marchandise comme une autre? Un simple « produit » soumis aux lois du marché? Des messages de complaisance entourant des placards publicitaires? Du papier imprimé, vendu à vil prix?

Si l'on a cette conception, la technologie commande, les gestionnaires doivent avoir priorité sur les objectifs rédactionnels et la concentration s'impose. En revanche, si l'on estime que le rôle fondamental des communications dans une économie est de remettre à jour et de diffuser l'une des ressources essentielles à

libres, s'autorisent pas les pouvoirs publics à avoir, si l'on peut dire, la conscience en paix. La « bonne santé » de la direction générale des télécommunications (581 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1979) — autre visage du monopole — incite cette administration à mener les affaires tambour battant. Et tant qu'elle pourra le faire, elle le fera.

Enfin, aux environs de 1980, grâce aux satellites et aux réseaux de communication, le phénomène devrait prendre une dimension universelle. « Multipliant les transmissions de données, les bases de données, les traitements de pays à pays, de continent à continent, les satellites feront progressivement naître un réseau « télématique mondial » (2).

La production — avec les matières premières et l'énergie, — c'est-à-dire l'information et son aspect le plus étendu, la communication (3) a alors la réflexion imposée. La prudence aussi.

Le contrôle de l'Etat sur les trois sociétés de programmes de la télévision française, le financement de deux d'entre elles par des recettes publicitaires (en dépit d'une rédevance obligatoire pour droit d'usage), enfin le veto de dérogations — pourtant prévues dans la loi — par l'intermédiaire politique (notamment pour les radios)

(1) La Grande Alliance, Biographie, produit au prix de 35 000 francs, un appareil de télématique appelé Brix, qui comprend un clavier standard, un écran de visualisation, un lecteur-écrivain à cassette et une imprimante. L'artillerie française est ainsi armée sur une base et peut être transmise par satellite ou par câble à un système de photocomposition à l'aide d'un empoussiéreur séquentiel, poids: 85 kilos.

(2) L'informatic de la société, par B. Nott et A. Mino (La Documentation Française).

(3) Société d'information et crise économique, par Jean Vogé.

ainsi constitué, véritable chaîne sans fin de l'ensemble des techniques et moyens de communication (4).

On doit enfin s'alarmer si l'on constate qu'un parti groupe dépend pour une part importante de son activité, des commandes publiques et que de la sorte, une possibilité d'interférence particulièrement redoutable réside dans le fait que ce groupe et l'Etat — le groupe industriel mammut l'Etat de la direction à travers ses moyens d'information — ne sont pas commandés par la République, mais par le groupe (5).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (6). Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (7). Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (8).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (9).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (10).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (11).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (12).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (13).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (14).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (15).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (16).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (17).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (18).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (19).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (20).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (21).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (22).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (23).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (24).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (25).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (26).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (27).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (28).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (29).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (30).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (31).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (32).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (33).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (34).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (35).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (36).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (37).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (38).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (39).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (40).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (41).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (42).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (43).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (44).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (45).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (46).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (47).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (48).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (49).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (50).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (51).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (52).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (53).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (54).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (55).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (56).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (57).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (58).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (59).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (60).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (61).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (62).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (63).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (64).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (65).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (66).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (67).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (68).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (69).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (70).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (71).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (72).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (73).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (74).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (75).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (76).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (77).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (78).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (79).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (80).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (81).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (82).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (83).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (84).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (85).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (86).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (87).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (88).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (89).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (90).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (91).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (92).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (93).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (94).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (95).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (96).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (97).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (98).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (99).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (100).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (101).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (102).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (103).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (104).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (105).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (106).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (107).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (108).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (109).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (110).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (111).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (112).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (113).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (114).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (115).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (116).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (117).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (118).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (119).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (120).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (121).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (122).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (123).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (124).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (125).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (126).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (127).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (128).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (129).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (130).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (131).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (132).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (133).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (134).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (135).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (136).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (137).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (138).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (139).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (140).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (141).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (142).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (143).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (144).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (145).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (146).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (147).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (148).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (149).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (150).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (151).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (152).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (153).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (154).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (155).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (156).

Admettons que le groupe ne soit pas commandé par la République, mais par le groupe (157).

Admettons que le groupe ne soit pas

## JUSTICE

APRÈS LA RÉVOCATION DE M. BIDAOU

Le mot d'ordre de grève du Syndicat de la magistrature a suscité peu d'écho

Des magistrats faisaient grève, jeudi 12 février, à l'appel du Syndicat de la magistrature pour protester contre la révocation de M. Bidaou. C'est la troisième grève de vingt-quatre heures organisée par cette organisation. La première avait eu lieu, le 26 juin 1976, pour défendre M. Edouard Coudane, substitut à Marseille, qui, chargé du dossier des ententes pétrolières, avait publié, le 24 juin, un communiqué dans lequel il déclarait que le pétrole était une ressource limitée et qu'il fallait en faire un usage économe. Le 26 juin 1976, des magistrats avaient aussi fait grève pour protester contre la réforme du recrutement.

Le mot d'ordre du S.M. a suscité peu d'écho. Aucune autre organisation de magistrats ne s'y était associée. Au sein même du syndicat, la commission paritaire diversifiée interprète, à Lyon, nous indique, pour correspondants régionaux, les magistrats syndiqués au S.M. ne devraient observer de grève de trois jours, à Bordeaux, les mises en garde de la chancellerie contre les grèves sont très strictes et les juridictions à l'extérieur de la conférence de presse à l'extérieur des locaux judiciaires, nous précisons notre correspondant.

Les grèves de magistrats sont, en principe, interdites. Cela résulte de l'article 19 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 qui déclare illégale « toute action concertée de nature à arrêter ou entraver le fonctionnement normal des juridictions ». Dans l'article ci-dessus, M. Daniel Lecrubier, secrétaire général du Syndicat de la magistrature, commente la décision du Conseil supérieur de la magistrature qui est à l'origine du mot d'ordre de grève.

### POINT DE VUE

#### L'insécurité du juge

par DANIEL LECRUBIER (\*)

LORSQUE une cour d'assises rend son arrêt, qu'un tribunal correctionnel son jugement, le dossier correspondra-t-il trois ou cinq ans, chaque fait révélateur au regard de la loi pénale est relevé, et ses circonstances minutieusement caractérisées. Cette façon de procéder répond à un souci de garantie des droits de la défense et constitue l'un des principes fondamentaux de notre droit pénal. Quand un juge a poursuivi devant cette juridiction répressive que constitue le Conseil supérieur de la magistrature, il est en droit d'attendre au respect de ces principes. Or, celui-ci ne l'est pas. La décision de révocation du Conseil supérieur de la magistrature ne peut pas être considérée comme une sanction pénale, mais elle a des effets de sanction pénale. Elle permet plus de deux ans de révoquer un juge de sa fonction.

Manquement à la déontologie : il est reproché à Jacques Bidaou d'avoir adressé par écrit au président de l'Assemblée nationale, sous la signature de l'Assemblée nationale, une lettre de félicitation à l'égard de la magistrature en termes violents et discriminatoires, mais le Conseil supérieur de la magistrature ne précise rien des termes ou la teneur de ce manquement.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

Manquement à l'obligation de réserve : de la même manière, il paraît le moins curieux de prétendre que Jacques Bidaou a fait à ce devoir de réserve.

## La prise d'otages au domicile du président Charles Petit

Devant LA COUR D'ASSISES DE PARIS

Depuis le 16 mai 1977, date à laquelle il avait été condamné à vingt années de réclusion perpétuelle par la cour d'assises de Paris présidée par M. Charles Petit, Jacques Mesrine avait décidé de régler son compte à ce magistrat « qui tire avec son code pénal », selon son expression. Il voulait par la même occasion que ce juge — nommé récemment conseiller à la Cour de cassation — obtienne du ministre de la justice la suppression des quartiers de sécurité renforcée dont ce magistrat, devenu légendaire, avait fait son combat, avant d'avoir été soumis à ce régime, à la prison de la Santé.

### Les pâles complices de Mesrine

Pour Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, il ne s'agit pas de révéler la vérité, mais de révéler les deux hommes se trouvant à l'arrière plan de la prise d'otages au domicile du président Charles Petit. Un policier chargé d'une mission de surveillance dans un bâtiment, où le tueur avait pris refuge, avait été désemparé. Mais le juge était bouclé. Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, qui se rendaient à la Cour de cassation, ont été arrêtés par la police. Ils ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle. Mais le juge était bouclé. Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, qui se rendaient à la Cour de cassation, ont été arrêtés par la police. Ils ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle.

Quatre ans d'emprisonnement pour les principaux accusés du procès des autonomistes corses

Après la Cour de sûreté de l'Etat avait-elle rendu son arrêt condamnant quinze autonomistes qui l'ont guérillillé d'attentats par explosifs et ont été condamnés en Corse dans la nuit du 12 février. Ces attentats sont généralement attribués au Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), qui cherche ainsi à maintenir un climat de tension sur l'île.

### LES PEINES PRONONCÉES

Les cinq magistrats ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle. Mais le juge était bouclé. Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, qui se rendaient à la Cour de cassation, ont été arrêtés par la police. Ils ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle.

### QUARANTE ATTENTATS EN UNE NUIT

Une quarantaine d'attentats par explosifs ont été commis dans la nuit du 12 février en Corse. Les charges de plastique ont été lancées sur les personnes, les véhicules, les bâtiments. Les explosions ont été très violentes. Les personnes ont été blessées. Les véhicules ont été détruits. Les bâtiments ont été incendiés.

### UNE OBSCURITÉ AVÉGLÉE

Mardi 12 février, le président M. Valéry Giscard d'Estaing a été victime d'un attentat. Une bombe a explosé devant son domicile. Le président a été blessé. Les personnes présentes ont été blessées. Les véhicules ont été détruits. Les bâtiments ont été incendiés.

### LA VEUVE DE JOE DASSIN

La veuve de Joe Dassin, victime d'une machination montée avec l'aide d'un policier, a été condamnée à vingt années de réclusion perpétuelle. Mais le juge était bouclé. Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, qui se rendaient à la Cour de cassation, ont été arrêtés par la police. Ils ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle.

### FAITS DIVERS

Un chasseur de l'Inde a été condamné à vingt années de réclusion perpétuelle. Mais le juge était bouclé. Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, qui se rendaient à la Cour de cassation, ont été arrêtés par la police. Ils ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle.

## LA CHAMBRE D'ACCUSATION A EXAMINÉ LA DEMANDE D'EXTRADITION DE M. MARCO DONAT-CATTIN

La chambre d'accusation de Paris a examiné, le 11 février, la demande d'extradition de M. Marco Donat-Cattin. Elle a décidé de l'extradition. Mais le juge était bouclé. Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, qui se rendaient à la Cour de cassation, ont été arrêtés par la police. Ils ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle.

### LES PÂLES COMPlices DE MESRINE

Pour Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, il ne s'agit pas de révéler la vérité, mais de révéler les deux hommes se trouvant à l'arrière plan de la prise d'otages au domicile du président Charles Petit. Un policier chargé d'une mission de surveillance dans un bâtiment, où le tueur avait pris refuge, avait été désemparé. Mais le juge était bouclé. Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, qui se rendaient à la Cour de cassation, ont été arrêtés par la police. Ils ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle.

### QUATRE ANS D'EMPRISONNEMENT POUR LES PRINCIPAUX ACCUSÉS DU PROCÈS DES AUTONOMISTES Corses

Après la Cour de sûreté de l'Etat avait-elle rendu son arrêt condamnant quinze autonomistes qui l'ont guérillillé d'attentats par explosifs et ont été condamnés en Corse dans la nuit du 12 février. Ces attentats sont généralement attribués au Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), qui cherche ainsi à maintenir un climat de tension sur l'île.

### LES PEINES PRONONCÉES

Les cinq magistrats ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle. Mais le juge était bouclé. Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, qui se rendaient à la Cour de cassation, ont été arrêtés par la police. Ils ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle.

### QUARANTE ATTENTATS EN UNE NUIT

Une quarantaine d'attentats par explosifs ont été commis dans la nuit du 12 février en Corse. Les charges de plastique ont été lancées sur les personnes, les véhicules, les bâtiments. Les explosions ont été très violentes. Les personnes ont été blessées. Les véhicules ont été détruits. Les bâtiments ont été incendiés.

### UNE OBSCURITÉ AVÉGLÉE

Mardi 12 février, le président M. Valéry Giscard d'Estaing a été victime d'un attentat. Une bombe a explosé devant son domicile. Le président a été blessé. Les personnes présentes ont été blessées. Les véhicules ont été détruits. Les bâtiments ont été incendiés.

### LA VEUVE DE JOE DASSIN

La veuve de Joe Dassin, victime d'une machination montée avec l'aide d'un policier, a été condamnée à vingt années de réclusion perpétuelle. Mais le juge était bouclé. Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, qui se rendaient à la Cour de cassation, ont été arrêtés par la police. Ils ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle.

### FAITS DIVERS

Un chasseur de l'Inde a été condamné à vingt années de réclusion perpétuelle. Mais le juge était bouclé. Jean-Luc Coupé et Christian Kopt, qui se rendaient à la Cour de cassation, ont été arrêtés par la police. Ils ont été condamnés à vingt années de réclusion perpétuelle.

Mon...  
Conrad De...  
... et...  
Saint-Germain-de...  
APRÈS "L'HERBE À BRÛLER" PRIX RENAUDOT  
CONRAD De...  
Le dr...  
Le Di...









## Les promesses du féminisme

\_\_\_\_\_

**Index**

En se féminisant, la société s'orienterait vers le pacifisme, le refus de la croissance à tout prix, la naissance d'un art de vivre, la révolte contre « la centralisation ».

monde rural), du développement des villes (Damas et Alep), de l'idéologie du ba'ith et de la littérature contemporaine.

16 X 24 448 Jeanne Broché.

assas

# ssiné

# Anne Denieul

---

## Le sorcier assassiné

Pourquoi l'Occident a-t-il oublié  
ce qui fait vivre ?  
Pour saisir la réalité de  
"l'Invisible" Anne Denieul a  
interrogé chamans, empiristes,  
théoriciens et chercheurs  
d'aujourd'hui.

PERRIN

## La potion de Louis Leprince-Ringuet

et relativement insouciantes ».

Dans ses chapitres sur l'énergie, les techniques de pointe et leur avenir, les réalités et les risques épinglées « à travers les continents », Leprince-Ringuet ne nous livre pas de secrets et ne s'esseye pas non plus aux jugements péremptores et

Recettes d'un homme qui a su  
contre les vents et mares de  
la mode garder les pieds sur  
terre.

**PIERRE DROUIN.**

★ LA POTION MAGIQUE, de  
Louis Leprince - Ringue, de  
l'Académie française, 328 pages.  
Flammarion; environ 55 F.

qui croient que la guerre dure encore. Qu'on n'attende donc pas de Mme Pelletier, qu'elle attise les oppositions : « le dialogue et une parole tranquille ouvrent toujours, et partout, la voie du progrès », dit-elle. Comme Roger Garaudy, elle sent bien que la féminisation de la société est

INT

INTERNATIONAL D

## E CULTURE

# DOSTOÏEVSKI

## 1821-1881

Crime et Châtiment  
Journal de Raskolnikov  
Souvenirs de la maison des morts

Les Frères Karamazov  
Niétoitchka Niézvanov

## L'Idiot - Humiliés et offensés

Les Démons (Les Possédés)  
Les Pauvres Gens

L'Adolescent - Les Nuits Blanches  
Le Sous-sol - Le Joueur  
L'Éternel Mari

Récits, Chroniques et polémiques

Journal d'un écrivain

LA PLÉIADE  
GALLIMARD

## L'idéologie giscardienne

Mme. Pelletier donne d'emblée un coup de chapeau à une féministe d'hier qui ont bien travaillé. Mais c'est pour opposer anathémis son propre « féminisme moderne, tranquille et responsable » aux excès de celles qui croient que la guerre dure encore. Qu'on s'attende donc pas, dit-elle, à ce que les nouvelles oppositions « la violence et une parole tranquille courront toujours, et parfois, le vote du progrès à dit-elle. Comme Roger Garaudy, elle sent bien que la féminisation de la société est une conséquence. Mais elle n'en veut pas une mauvaise conception qui lui : « Faire évoluer la condition des femmes, c'est modifier tant de paramètres sociologiques, culturels, financiers, socio-économiques, qu'il est préférable de se Adier lentement et

Le glorieux au féminin, on le voit, est si peu aguerri qu'on se demande même si ce n'est pas contraint et forcé par les événements qu'il est venu, après avoir été une victime, à défendre les femmes, comme les sœurs de naufrage se mirent à pousser, parce que cela devenait leur seule chance de survivre — pour garantir la paix sociale et l'avenir personnel de Mme Pelletier — est une question de ce qui est possible à court terme, dans la limite de la vote de la responsabilité. Bien sûr, elle n'est pas née dans un milieu sous-prolétaire et elle n'a pas subi les rigueurs des conditions de vie particulièrement difficiles. Elle n'aurait pas été une victime de l'ouragan, mais elle n'aurait pas non plus été sauvée. Elle ne prend pas le risque contre les hommes; elle veut les convaincre. Elle prend plus de temps, mais elle n'est pas vaincue.

**BRUNO FRAPPAT.**

\* **LEBOUT - LES FEMMES**  
d'Odette Thibault, Editions Chroni-  
ques Sociales, 7, rue du Plat,  
69284 Lyon Cedex 1. 160 pages.

★ POUR L'AVÈNEMENT DE LA FEMME de Roger Garandy. Editions Albin Michel, 176 pages. Environ 33 francs.

★ NOUS SOMMES TOUTES RESPONSABLES de Monique Pelletier, Editions Stock, 212 pages. Environ 45 francs.

**JOURNAL  
INTERNATIONAL DE CULTURE**

THÉORIE, POÉSIE, LITTÉRATURE,  
MUSIQUE, THÉÂTRE, ARTS, RADIOPHONIE,  
CINÉMA, TÉLÉVISION, PHILOSOPHIE,  
DROIT, PSYCHIATRIE, PSYCHANALYSE, SCIENCES,  
ÉCONOMIE. LIVRES

## DOSSIER DE FÉVRIER

### LA GUERRE

ANTONIONI, ATTALI, BENE, BENOIST, BERIO,  
BROOK, BURROUGHS,  
CAGE, CHOMSKY, CRAXI,  
DELIGNY, FONTAINE,  
FOREMAN, GINSBERG,  
MALDINEY, MANNONI,  
MORAVIA, NASSIF,  
OURY, PERRIER,  
SAFOUAN, SARRAUTE,  
SCARPETTA, SEARLE,  
SLAMA, SOLLERS,  
STEIN, SZASZ,  
VERDIGLIONE,  
XENAKIS.

**En vente chez tous les marchands de journaux**



## entretien

Bertrand Poirot-Delpech romancier

# « La caste dirigeante s'est tellement pavanée et reniée qu'on ne peut plus qu'en rire »

## ● L'auteur s'explique sur « La Légende du siècle »

— Une satire, cette « Légende du siècle » ?

— Absolument. Je pensais même la sous-tituler : « Soixante ans de l'histoire d'un pays, d'un homme, d'un siècle. Le monde d'aujourd'hui, tel qu'il est, tel qu'il sera, tel qu'il ne sera pas. Mais il est d'usage trop peu couru.

— Saurez-vous ?

— On dit que l'histoire est écrite par les vainqueurs. C'est vrai à l'intérieur d'un pays. Chez nous, la même caste dirige et se renie depuis plusieurs générations. C'est elle qu'on appelle le narrateur, de Loquenay, un hobereau oisif qui ne s'est donné que la peine de maltraiter, d'acheter et de remonter le grain politico-littéraire, des années 30 à nos jours.

— Lui faire écrire ses « Mémoires » c'était aussi pour lui l'occasion d'inscrire sur ce genre pléthorique qui courrait à l'assaut l'histoire, plus qu'à l'écarter.

— Son âge — quatre-vingt ans — et le triomphe actuel de sa classe le poussent à avouer, sans les scrupules d'autrefois, le cynisme des siens, leur imprévoyance, leur futilité, le bon vieux diabolisme toujours prêt à tomber dans l'ordre moral. Une insouciance romanesque, en partie, de *Tristram*, que *Tristram* dénonçait par R. E. Lévy.

— Et puis qu'on est d'abord dans la parodie et dans la farce !

— En apparence. Beaucoup de détails qui semblent apocryphes sont vrais. Albert Lévy mettait du vin en bouteille en 1895 et

l'arrivant pas à boucher son nez, c'est un de mes premiers souvenirs d'enfant. Beaucoup de propos sont authentiques, seulement sortis de leur contexte. Mais quel ! On peut bien mentir sur eux, ils ont tellement menti sur nous !.

D'habitude, les livres de poésies viennent uniquement des écrits, et la ressemblance. J'ai essayé, quant à moi, de parodier des personnalités entières, avec leurs propos oraux, qui les définissent de plus en plus — exemples : le dîner avec Malraux, l'entretien avec Chateaubriand — et de faire servir cette ressemblance à un propos qui la dépasse. D'ailleurs, mon Loquenay et ses relations ne sont pas que des Grignols. Ainsi, Fernand Bonnier de la Chapelle, symbole de l'idéalisme supputé. Ainsi, l'italienne Carla, la maîtresse suicidaire de Mussolini, victime fantasque de l'époque.

— L'histoire en est effet un cœur pour ces deux personnages. Quels sont les rapports avec le narrateur lui-même ?

— Loquenay n'est qu'un pléonastique un personnage romanesque de chair et de sang. Je ne me cache pas d'en faire un monstre de marionnettes. Et un grotesque. Tout le livre l'écrit. Il repousse sur sa conviction que la caste dirigeante est tellement exprimée, pavanée, reniée, qu'on ne peut plus qu'en rire. La « douce » enfance au château, avec les chères fermières autour de lui, le fait lire ! Comment prendre au sérieux « leurs » hautes pensées alors que, dès que on va mal, le Loquenay et du livre, — nos fantômes se défont, se défont et se défont à l'achèvement, la simplicité.

— Une « légende » pour rétablir la vérité ?

— On n'a jamais eu autant de moyens d'archiver l'histoire, et on ne l'a jamais autant falsifiée (voir le chapitre de l'Occupation), sans cesse à récrire !. Je ne prétends pas rétablir la vérité, mais montrer du doigt le mensonge, le double langage des maîtres : « encore un effort ! », nous entent-ils, et entre eux ce sont qu'assés de nihilisme esthète, d'ambivalence sans sol, de brio usé. Je crois qu'il n'y a plus rien à dire, à force d'avoir monopolisé la parole. J'en sais quelque chose, d'une certaine façon, c'est évidemment le monde d'où je viens, où je baigne. Et sans verser dans la démagogie courvée ni le culte du prolétariat, une conviction est que les classes exclues du pouvoir et de la parole depuis si longtemps ont elles, pleines de choses à faire, à dire.

— Conviction incarnée par le personnage de Petit Roger.

— Mettons : habitude. Petit Roger était le fils de la ferme, au château Loquenay, il a joué au vélo avec le narrateur, vers 1914. Après quoi, il a gagné une vie comme cycliste, et s'est cultivé en autodidacte. Avant de mourir d'un cancer, qui le rendra éphémère — pas par hasard ! Il aidera Loquenay à écrire ses *Mémoires*. Lui-même, dit par bribes sa vérité de pauvre, mais sous le contrôle et le don du châtiment. Il aura été deux fois volé : de sa vie et de sa mémoire. Sans sa vie, il n'aurait pu se servir ni faire, ni écrire.

— Propos politiques, donc ?

— C'est un bien grand mot ! Il s'agit de désigner en soulignant certaines escroqueries de la culture dominante : le privilège égalitaire de chances entre bourgeois et prolétaires, l'égalité devant la médiocrité (dominée par l'écrit) de Petit Roger à l'habileté, l'appel au consensus humaniste, à la morale, tout ça.

— La collaboration de classes comme discipline ?

— Evidemment. Dès que les maîtres font appel au bon cœur, à la famille, à la patrie, à notre loi commune, à ça cache toujours une malice insidieuse. Les auteurs savent cela de l'instinct, c'est le plus clair de leur culture de résistance. Je ne m'oppose pas à sur la grande tradition de la comédie de Molière et Beaumarchais, Marivaux et Diderot, sur Hugo, Maupassant, Zola, Mérimée. Notre société est devenue plus habitée à grouiller les barrières entre les classes ; mais cela, reste ce que des légendes du siècle, Petit Roger en fait

l'expérience trop tard, au moment de perdre la vie. Le leurre de la collaboration de classes se matérialise, un cinéaste de Loquenay ; et dans ce livre-marché de dupes.

— On voit l'instabilité, finalement, même les maîtres de style, même l'auteur !

— En effet. Petit Roger donne à la fin la recette du charme moraliste cultivé sous la plume de Loquenay. Puis il démontre l'impossibilité présente d'une écriture populaire et. On lit plus facilement Malraux que Châteaubriand. Le langage du parti reste une sophistication fautive contre le beau langage, donc encore dépendante de lui.

— En somme, les artistes mentent ou bien les gens de pouvoir ?

— On écrit toujours pour cacher quelque chose, dit Chateaubriand. Tous les écrivains recourent dans le livre d'engagement, comme ils l'ont fait effectivement : « Si vous aimez », Mais les écrivains, eux, ont droit au mensonge. C'est même un devoir. Les dirigeants politiques mentent bêtement, lâchement, sans gêne, et nous envoient au casse-pipe quand ça ne va plus. Dans le livre, ils finissent tous par le plaisir sur des problèmes de sexe, car ce fut souvent le cas. Je crois que le seul plaisir de disposer des autres est toujours un dévoiement juvénile ou adulte, mais jamais adulte, de la libido.

Tandis que les écrivains, eux, nous enrichissent. Ils sont satisfaits par le plaisir qu'ils nous donnent. Et si parfois ils se perdent — dit Diderot ou d'autres, que le roman ne regarde pas sans tendresse, c'est pour s'être laissés détourner de l'essentiel par les gens de pouvoir et leurs sinistres ruses.

Le plaisir que dispense le texte sert donc à un engagement ?

Je suis piètre historien. Petit, je dessinais des caricatures aux portraits de mes maîtres d'histoire. Je continue dans le pied-écrit. Car je crois que le pied-écrit, Michel qui dit que l'histoire doit d'abord apprendre l'histoire. Ce pays vit dans un respect idéologique des vérités et des valeurs établies. Et les lecteurs tirent de ce livre une méditation renouée à leur égard, je serai comblé. J'attends aussi détruire cette autre légende, selon laquelle le style et l'humour seraient l'apanage de la droite. Maurice me demandait un jour : « Quand donc cesserez-vous d'être un amoureux de l'esprit ? »

Propos recueillis par JACQUELINE PIATIER.

\* *LA LÉGENDE DU SIÈCLE*, de Bertrand Poirot-Delpech, Gallimard, 224 pages. Prix 45 F.

« Deux cents pages pour rendre justice à Moussorgski ! » Le Matin

**MAURICE LE ROUX**

**Moussorgski : Boris Godounov**

« Un livre écrit allègrement, où l'on retrouve l'élégance du compositeur, la fougue maîtrisée du chef d'orchestre et le zeste de passion qui fait les grandes mélodies » Le République Lorraine

**AUBIER**  
12, QUAI DE CONTE  
75001 PARIS

**LE... GAZOLE... GAZOLE... GAZOLE... GAZOLE**

A partir de 39770F

**VOLKSWAGEN**  
présente

**LA GOLF DIESEL**  
dans:

**LA SOLUTION-CLE**

La critique. Le succès de cette histoire, c'est que tout se passe dans la bonne humeur, et cela grâce à la vedette qui déchaine l'enthousiasme, la Golf Diesel. Elle n'a pas son pareil pour sauver l'automobiliste enclavé dans la crise pétrolière. Quand tout va mal, quand le prix de l'essence monte en flèche aux cadènes des pompes, la Golf Diesel arrive, avec sa fantaisie soignée, et c'est gagné ! 4,6 litres aux 100 de gazole ! On y gagne 15 F d'ordre, mais cela vaut, 4,6 à 60 km/h, 6,7 à 120 et en ville. On n'est pas en ville, on est arguments ! Et avec cela, la Golf Diesel est une nature ! 142 km/h en vitesse de pointe, et elle scote de 0 à 100 km/h en 17 secondes, qui rive ! On comprend pourquoi la Golf Diesel grappe en flèche ou boxée V.A.G. et vous savez comment par cette grande vedette si simple !

Consommations conventionnelles, boîte 5 vitesses. Modèle représenté Golf GLD année 81.

**Volkswagen Golf Diesel. La dé universelle.**

**Le diner avec Malraux**

Malraux enfonce son poing sous sa joue et lève les yeux au ciel. Le plafond du restaurant vient de s'ouvrir sur une nuit sans nuage.

« Je pense, dit-il, au firmament, dont les statues de Samar étouffent déjà, huppé, qu'il ne répond pas à la question capitale : « Pourquoi quelque chose, enfin, plutôt que rien ? »

Nous dînons chez Lassere, en mai 1939. Le maître d'hôtel nous sert des pigeonniers. Malraux brandit une aile.

« Je pense aux rapaces tournant au-dessus de Perpignan couleur huppé, dit-il. Et vous, craquez qui hantent la nuit de Venca, tandis que Picasso ouvrait sur le secret infatigable ! »

« Comment le génie ? » son œil huppé s'élève, d'habitude !

« Je pense, dit-il, aux foules courrant sur la mitrailleuse de l'Espoir et défilant le mort... dont Staline allait me confier la vie ! »

Malraux va aux toilettes. Pour noter le mot du Père des peuples, qu'il répètera plus tard ? Si oui, il a bien raison. A nos côtés, restait ce qu'il faut, si on veut que l'histoire ne perde pas une miette des sillons de ses plumes.

**La douce enfance au château**

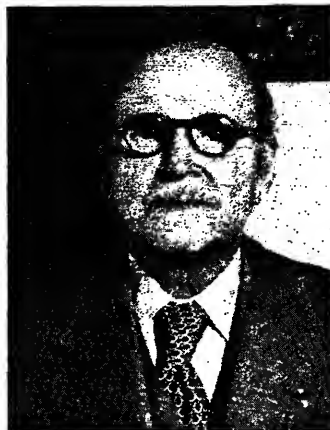
J'essaierai de dire plus loin ce que fut pour moi cette demeure familiale au sud du Rhin, les briques Louis XIII, le recto des matins des rétro, le cloche du déjeuner, les tours de terre à l'été, les tantes nouilles à l'été, par des cabriolets furtifs, les éternelles, les oranges, les odeurs de boue (dès que l'été cru, la lune montait derrière le pigeonnier, les capelines agiles dans les ruelles, tous ces événements d'été, la gravité des ententes, tout ce qui restait d'été, que Dieu réserve aux gens envahissants, les cloches rondes de rouille, les éternelles de chaudières, les lances et les ombres vendues à même le perron, ces événements de l'été dont on ne conserve aucun blason.

Depuis 37 ans, le journal spécialisé  
« Les Annonces » est le n°1  
pour la vente des fonds de commerce  
— 61 Vaucluse 2.50 F et 36, rue de Metz, 75011 PARIS

صكنا من الاميل



صَبْرًا مِنَ الْإِجْلِ



## LA POLITIQUE AU CAFÉ DU COMMERCE

### Premier consommateur

Un million et demi de chômeurs, vous ne trouvez pas que c'est beaucoup trop ?

### Deuxième consommateur

Bien sûr. Mais que faire ? Peut-être pourrait-on réduire le temps de travail à 36 heures par semaine. Ainsi, d'un seul coup, le chiffre des chômeurs serait diminué d'un million.

### Premier consommateur

Mais les prix seront plus élevés. On ne vendra plus rien et, de nouveau, le nombre des chômeurs augmentera.

### Deuxième consommateur

Vous ne me laissez pas le temps d'achever mon exposé. En même temps que le travail serait ramené à 36 heures, il faudrait dévaluer la monnaie de 20 %. Avec une augmentation du coût des salaires de 10 %, il resterait une marge de dévaluation de 10 %. Nos produits deviendraient donc plus compétitifs.

C'est d'ailleurs ce qu'a fait de Gaulle, lorsqu'il est revenu au pouvoir avec Pinay comme ministre des Finances. Le taux de la monnaie a été dévalué de 20 %, les caves de la Banque de France étaient pleines d'or, les affaires n'avaient jamais si bien marché, et même le Contrôle des changes avait été supprimé.

### Premier consommateur

C'est vrai, mais, à cette époque, le pétrole ne coûtait pas si cher. Que va devenir notre facture pétrolière ?

### Deuxième consommateur

Elle va aller en diminuant grâce aux mesures prises par le gouvernement : les centrales atomiques fourniront l'électricité nécessaire à notre industrie et l'alcool fera diminuer la quantité d'essence consommée par les voitures.

Et puis, on ne paiera plus les indemnités de chômage.

### Premier consommateur

C'est vrai, mais que vont dire nos partenaires du serpent monétaire ?

### Deuxième consommateur

Ils diront ce qu'ils voudront. La France est un pays indépendant et puis ils feraient bien de faire comme nous, ainsi ils n'auraient plus de chômeurs et tous ensemble nous deviendrions plus compétitifs vis-à-vis de l'Amérique, de l'Angleterre et du Japon.

### Premier consommateur

Vous ne trouvez pas que le soleil chauffe un peu trop à présent. Allons nous installer au café d'en face, pour continuer notre conversation.

**Marcel Dassault**  
député de l'Oise

### TÉMOIGNAGE

## MORT DE JEAN CADIER

Pasteur dans l'âme

Jean Cadier, 69 ans, est mort le 12 février 1981, à Paris, d'un cancer du pancréas. Il était pasteur à la paroisse de la Madeleine, à Paris, depuis 1958. Il avait été élu président de la Fédération française des pasteurs en 1978. Il était également président de la Commission nationale de la morale et des mœurs de l'Assemblée nationale. Il avait été élu député de la Seine-Saint-Denis en 1973. Il avait été élu président de la Commission nationale de la morale et des mœurs de l'Assemblée nationale en 1978. Il avait été élu député de la Seine-Saint-Denis en 1973. Il avait été élu président de la Commission nationale de la morale et des mœurs de l'Assemblée nationale en 1978.

F  
1000

### SPORTS

27

LE CHOC

LE CHOC

LE CHOC

LE CHOC







مكتبة الامم

REPRODUCTION INTERDITE

# ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	65,00	76,44
IMMOBILIER	17,00	20,00
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAL	120,00	141,12

ANNONCES ENCAISSEES	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

### Jeunes Auditeurs

Un des premiers Groupes Français de produits de grande diffusion dont les activités internationales sont en fort développement, constitue une équipe d'auditeurs internes destinée à réaliser des missions d'audit comptable et opérationnel dans l'ensemble de ses filiales en France et à l'étranger.

Ces jeunes auditeurs de formation supérieure : H.E.C., E.S.S.E.C., SUPDA CO, SCIENCES PO, ont une première expérience d'audit interne ou externe de 2 à 4 ans, ils parlent deux langues étrangères, dont couramment l'anglais.

Basés à Paris, ils effectuent chaque année 5 ou 6 missions de 2 à 3 semaines à l'étranger.

Le Groupe est susceptible d'offrir après quelques années des perspectives d'évolution dans les différents domaines de son activité.

Les candidatures, lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sont à adresser sous réf. L.M. à :

EMPLOIS ET CARRIERES, 30, rue Vernier, 75002 Paris.

Tous les dossiers seront traités directement par l'entreprise avec une discrétion totale.

### BANQUE PRIVEE PARIS 8<sup>e</sup>

Filiale d'un important Groupe Financier français

recherche

### UN CADRE Spécialiste de la Clientèle Privée

Diplômé d'études supérieures (bancaires ou commerciales) le candidat aura un minimum de 5 années d'expérience (bourse, titres, gestion de patrimoine).

Il devra gérer et développer un portefeuille important et posséder un niveau de culture et d'éducation lui permettant d'assurer avec aisance des contacts commerciaux avec une clientèle aisée.

Adresser lettre avec C.V. n° 26.497, PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 Paris. (discrétion assurée).

### la Fnac

#### une informatique en temps réel

Prédateurs voici plus de 5 ans, nous avons, à travers un réseau de terminaux installés en magasins (près de 300), continué à développer notre informatique en temps réel.

En 1980, l'évolution tout entière de nos systèmes centraux nous a conduits à remplacer une partie importante de notre équipement et à réviser sur de nouveaux projets informatiques.

A ce jour nous poursuivons notre développement et étudions la conception et la mise en place de ces nouveaux projets (en particulier l'installation de systèmes autonomes dans nos unités de province).

Diplômé d'une grande école (X, Centrale, Mines...), même débutant, ou titulaire d'un D.U.T. et d'une Maîtrise avec 2 ou 3 ans d'expérience, vous pourrez faire valoir une connaissance de l'informatique de gestion et intégrer notre équipe à projets nouveaux, comme :

### Analyste programmeur

Ce poste est à pourvoir dans le centre de Paris

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, devront être adressées à Philippe Vuttenry, FNAC, Service Recrutement et Formation 101, rue de Cherche-Midi, 75006 PARIS.

### emploi régionaux

## TECHNIP

Société d'ENGINEERING

recherche pour son Etablissement de POUEST, situé près de LA BAULE

### INGÉNIEUR D'ETUDES MÉCANIQUES

Diplômé

Possédant de bonnes connaissances théoriques et pratiques de la conception, de la construction et du fonctionnement des machines tournantes, pompes, compresseurs, etc. utilisées dans les industries PÉTROLIÈRES et PÉTROCHIMIQUES et des codes français et étrangers correspondants. Affilié à la section MÉCANIQUE du Département Etudes, il participera à la préparation des spécifications techniques des machines, au choix des fournisseurs, au suivi de la construction et de la réception, ainsi qu'à l'étude d'installation et au problème de mise en service.

Deux années d'expérience dans ces domaines. Bonne connaissance de la langue anglaise indispensable.

### INGÉNIEURS D'ETUDES

Affecté à la section PRÉPARATION du Département Etudes, il aura une bonne connaissance des matériels HT, BT et des machines tournantes utilisées dans les industries PÉTROLIÈRES ou PÉTROCHIMIQUES, ainsi que de leur installation.

Il participera à l'élaboration des schémas de distribution électrique, à la rédaction des spécifications techniques des matériels, au choix des fournisseurs et aux études d'installation.

Deux années d'expérience dans ces domaines sont indispensables, ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

### CADRE TECHNIQUE CHAUDRONNERIE

### APPARELS SOUS PRESSION

Niveau INSA ou CNAM

Age : environ 30 ans.

Ayant plusieurs années d'expérience en chaudronnerie pétrolière ou chimique industrielle.

Le candidat sera chargé de la conception et du dimensionnement d'appareils chaudronnés et devra être capable de développer des méthodes de calcul propres à sa spécialité, notamment en matière de vibration et d'analyse.

Une bonne connaissance de la résistance des matériaux et des codes de construction chimique est indispensable. Des connaissances en métallurgie, en mise en œuvre des métaux en feuille, liés à des systèmes de contrôle non destructif sont appréciées.

Anglais indispensable.

### INGÉNIEURS PROCÉDÉS

Ils seront chargés des études de base pour la conception et la réalisation d'unités industrielles importantes dans les domaines PÉTROLIÈRES ou NUCLÉAIRES.

Dans le cadre d'une équipe d'ingénieurs, ils auront pour tâches principales les études de schémas de procédé, la qualification de l'ensemble de l'équipement et la définition des contraintes liées aux procédés et aux matériaux de réalisation.

Ces postes conviendront à des INGÉNIEURS DÉBUTANTS (une formation interne en assure) ou possédant déjà une expérience d'ingénieur. Leur formation d'ingénieur sera de préférence issue du C.N.A.M. Chimique ou de l'Institut de Français (I.N.F.) Nucléaire.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

### IMPORTANT SOCIÉTÉ DE VENTE D'ENGRAIS

recherche

### UN INGÉNIEUR AGRONOME

pour sa délégation régionale de REIMS

Cette activité convient à un ingénieur diplômé spécialisé, après à des études approfondies avec les agronomes, les opérateurs professionnels agricoles, les services officiels de l'agriculture, les coopératives agricoles et les négociants en produits de sol.

Adresser curriculum vitae à : S.M.A.T.S. 3, rue Paul-Claude, 75008 PARIS. Discrétion assurée.

### C.H.R. DE REIMS

Recherche pour son informatique médicale

ANALYSTE STATISTICIEN

Connaissances de DOS/VS/E et du langage APL appréciées.

ÉCRIRE : Direction de C.H.R.H. 23, rue des Meuniers, 51095 REIMS Cedex.

### CABINETS COMPTABLES

(constituent social)

AMM et ALBERTVILLE (Savoie) recherche COMPTABLES expérimentés D.E.C.S. 2 ans de pratique en cabinet. Rémunération attractive. Poste stable. R.D. 0105. Tél. 0477-24.00.00.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

### ÉCOLE DE FRANÇAIS

pour les étrangers (niveau) PROFESSEUR. 30 ans exp. méthodes C.E.S. 2 ans de pratique en cabinet. Rémunération attractive. Poste stable. R.D. 0105. Tél. 0477-24.00.00.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

Associé à la direction d'un cabinet de 17 personnes, 17 rue de la Colonie, 73000 CHAMBERY.

### OFFRES D'EMPLOIS

Recherche pour son Etablissement de POUEST, situé près de LA BAULE

INGÉNIEUR D'ETUDES MÉCANIQUES

Diplômé

Possédant de bonnes connaissances théoriques et pratiques de la conception, de la construction et du fonctionnement des machines tournantes, pompes, compresseurs, etc. utilisées dans les industries PÉTROLIÈRES et PÉTROCHIMIQUES et des codes français et étrangers correspondants.

Affecté à la section MÉCANIQUE du Département Etudes, il participera à la préparation des spécifications techniques des machines, au choix des fournisseurs, au suivi de la construction et de la réception, ainsi qu'à l'étude d'installation et au problème de mise en service.

Deux années d'expérience dans ces domaines. Bonne connaissance de la langue anglaise indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

INGÉNIEURS D'ETUDES

Affecté à la section PRÉPARATION du Département Etudes, il aura une bonne connaissance des matériels HT, BT et des machines tournantes utilisées dans les industries PÉTROLIÈRES ou PÉTROCHIMIQUES, ainsi que de leur installation.

Il participera à l'élaboration des schémas de distribution électrique, à la rédaction des spécifications techniques des matériels, au choix des fournisseurs et aux études d'installation.

Deux années d'expérience dans ces domaines sont indispensables, ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

INGÉNIEURS PROCÉDÉS

Ils seront chargés des études de base pour la conception et la réalisation d'unités industrielles importantes dans les domaines PÉTROLIÈRES ou NUCLÉAIRES.

Dans le cadre d'une équipe d'ingénieurs, ils auront pour tâches principales les études de schémas de procédé, la qualification de l'ensemble de l'équipement et la définition des contraintes liées aux procédés et aux matériaux de réalisation.

Ces postes conviendront à des INGÉNIEURS DÉBUTANTS (une formation interne en assure) ou possédant déjà une expérience d'ingénieur. Leur formation d'ingénieur sera de préférence issue du C.N.A.M. Chimique ou de l'Institut de Français (I.N.F.) Nucléaire.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

### OFFRES D'EMPLOIS

Recherche pour son Etablissement de POUEST, situé près de LA BAULE

INGÉNIEUR D'ETUDES MÉCANIQUES

Diplômé

Possédant de bonnes connaissances théoriques et pratiques de la conception, de la construction et du fonctionnement des machines tournantes, pompes, compresseurs, etc. utilisées dans les industries PÉTROLIÈRES et PÉTROCHIMIQUES et des codes français et étrangers correspondants.

Affecté à la section MÉCANIQUE du Département Etudes, il participera à la préparation des spécifications techniques des machines, au choix des fournisseurs, au suivi de la construction et de la réception, ainsi qu'à l'étude d'installation et au problème de mise en service.

Deux années d'expérience dans ces domaines. Bonne connaissance de la langue anglaise indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

INGÉNIEURS D'ETUDES

Affecté à la section PRÉPARATION du Département Etudes, il aura une bonne connaissance des matériels HT, BT et des machines tournantes utilisées dans les industries PÉTROLIÈRES ou PÉTROCHIMIQUES, ainsi que de leur installation.

Il participera à l'élaboration des schémas de distribution électrique, à la rédaction des spécifications techniques des matériels, au choix des fournisseurs et aux études d'installation.

Deux années d'expérience dans ces domaines sont indispensables, ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

INGÉNIEURS PROCÉDÉS

Ils seront chargés des études de base pour la conception et la réalisation d'unités industrielles importantes dans les domaines PÉTROLIÈRES ou NUCLÉAIRES.

Dans le cadre d'une équipe d'ingénieurs, ils auront pour tâches principales les études de schémas de procédé, la qualification de l'ensemble de l'équipement et la définition des contraintes liées aux procédés et aux matériaux de réalisation.

Ces postes conviendront à des INGÉNIEURS DÉBUTANTS (une formation interne en assure) ou possédant déjà une expérience d'ingénieur. Leur formation d'ingénieur sera de préférence issue du C.N.A.M. Chimique ou de l'Institut de Français (I.N.F.) Nucléaire.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

### OFFRES D'EMPLOIS

Recherche pour son Etablissement de POUEST, situé près de LA BAULE

INGÉNIEUR D'ETUDES MÉCANIQUES

Diplômé

Possédant de bonnes connaissances théoriques et pratiques de la conception, de la construction et du fonctionnement des machines tournantes, pompes, compresseurs, etc. utilisées dans les industries PÉTROLIÈRES et PÉTROCHIMIQUES et des codes français et étrangers correspondants.

Affecté à la section MÉCANIQUE du Département Etudes, il participera à la préparation des spécifications techniques des machines, au choix des fournisseurs, au suivi de la construction et de la réception, ainsi qu'à l'étude d'installation et au problème de mise en service.

Deux années d'expérience dans ces domaines. Bonne connaissance de la langue anglaise indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

INGÉNIEURS D'ETUDES

Affecté à la section PRÉPARATION du Département Etudes, il aura une bonne connaissance des matériels HT, BT et des machines tournantes utilisées dans les industries PÉTROLIÈRES ou PÉTROCHIMIQUES, ainsi que de leur installation.

Il participera à l'élaboration des schémas de distribution électrique, à la rédaction des spécifications techniques des matériels, au choix des fournisseurs et aux études d'installation.

Deux années d'expérience dans ces domaines sont indispensables, ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

INGÉNIEURS PROCÉDÉS

Ils seront chargés des études de base pour la conception et la réalisation d'unités industrielles importantes dans les domaines PÉTROLIÈRES ou NUCLÉAIRES.

Dans le cadre d'une équipe d'ingénieurs, ils auront pour tâches principales les études de schémas de procédé, la qualification de l'ensemble de l'équipement et la définition des contraintes liées aux procédés et aux matériaux de réalisation.

Ces postes conviendront à des INGÉNIEURS DÉBUTANTS (une formation interne en assure) ou possédant déjà une expérience d'ingénieur. Leur formation d'ingénieur sera de préférence issue du C.N.A.M. Chimique ou de l'Institut de Français (I.N.F.) Nucléaire.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

### OFFRES D'EMPLOIS

Recherche pour son Etablissement de POUEST, situé près de LA BAULE

INGÉNIEUR D'ETUDES MÉCANIQUES

Diplômé

Possédant de bonnes connaissances théoriques et pratiques de la conception, de la construction et du fonctionnement des machines tournantes, pompes, compresseurs, etc. utilisées dans les industries PÉTROLIÈRES et PÉTROCHIMIQUES et des codes français et étrangers correspondants.

Affecté à la section MÉCANIQUE du Département Etudes, il participera à la préparation des spécifications techniques des machines, au choix des fournisseurs, au suivi de la construction et de la réception, ainsi qu'à l'étude d'installation et au problème de mise en service.

Deux années d'expérience dans ces domaines. Bonne connaissance de la langue anglaise indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

INGÉNIEURS D'ETUDES

Affecté à la section PRÉPARATION du Département Etudes, il aura une bonne connaissance des matériels HT, BT et des machines tournantes utilisées dans les industries PÉTROLIÈRES ou PÉTROCHIMIQUES, ainsi que de leur installation.

Il participera à l'élaboration des schémas de distribution électrique, à la rédaction des spécifications techniques des matériels, au choix des fournisseurs et aux études d'installation.

Deux années d'expérience dans ces domaines sont indispensables, ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

INGÉNIEURS PROCÉDÉS

Ils seront chargés des études de base pour la conception et la réalisation d'unités industrielles importantes dans les domaines PÉTROLIÈRES ou NUCLÉAIRES.

Dans le cadre d'une équipe d'ingénieurs, ils auront pour tâches principales les études de schémas de procédé, la qualification de l'ensemble de l'équipement et la définition des contraintes liées aux procédés et aux matériaux de réalisation.

Ces postes conviendront à des INGÉNIEURS DÉBUTANTS (une formation interne en assure) ou possédant déjà une expérience d'ingénieur. Leur formation d'ingénieur sera de préférence issue du C.N.A.M. Chimique ou de l'Institut de Français (I.N.F.) Nucléaire.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à TECHNIP - Le Petit Gavry, Route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.





# Le Monde

## AFFAIRES

### FACE A LA PROGRESSION DES EXPORTATIONS JAPONAISES

## Paris et Bonn tentent de définir une stratégie commune

Au terme du sommet des 5 et 6 février, la France et la République fédérale d'Allemagne ont estimé qu'il était nécessaire, pour les deux pays, d'attendre un développement plus harmonieux des échanges commerciaux avec le Japon.

Un communiqué commun a précisé que l'expansion notable des échanges réciproques suppose que le Japon ouvre davantage ses marchés aux produits européens et s'attache à réduire l'excessive concentration de ses exportations sur un petit nombre de produits. Elle suppose par ailleurs que les entreprises

européennes et japonaises se mettent d'accord sur des modalités technologiques nouvelles. Tout en se mettant en mesure de définir des positions de concurrence, les industriels européens devraient harmoniser les mesures de nature à augmenter leur compétitivité. Le rapport cite par exemple la possibilité de « reporter en arrière » des déficits pour l'importation de produits japonais, comme cela se fait déjà en Allemagne fédérale. Il propose diverses actions financières spécifiques pour le Japon, mais il insiste aussi sur la nécessité de la coopération technologique des entreprises et de la recherche.

Le rapport pour les entreprises européennes appelle « la nécessité d'élargir dans les structures européennes une plus grande diversité de produits et de services dans les circuits économiques du pays ». Mais il insiste aussi sur l'attente que devrait avoir le Japon avec ses partenaires européens, à l'effet de leur faire passer d'une « stratégie offensive fondée essentiellement sur l'augmentation de notre compétitivité, grâce en particulier au développement de notre productivité et à l'adoption de notre tissu industriel aux rapides

de nos deux pays augmentent leurs efforts sur le marché japonais, grâce à une solidarité de présence active, et à un renforcement de leur compétitivité internationale ».

Cette prise de position commune est le résultat de réflexions menées depuis (juillet 1980) sur la situation des institutions européennes au vu de la croissance des exportations japonaises. Un rapport a été conjointement rédigé par les deux directeurs généraux de l'industrie et présenté mercredi 11 février à Paris.

modifier la politique actuelle du Japon en matière d'exportations de produits japonais. De même, les entreprises japonaises devraient harmoniser les mesures de nature à augmenter leur compétitivité internationale. Le rapport cite par exemple la possibilité de « reporter en arrière » des déficits pour l'importation de produits japonais, comme cela se fait déjà en Allemagne fédérale. Il propose diverses actions financières spécifiques pour le Japon, mais il insiste aussi sur la nécessité de la coopération technologique des entreprises et de la recherche.

Le rapport pour les entreprises européennes appelle « la nécessité d'élargir dans les structures européennes une plus grande diversité de produits et de services dans les circuits économiques du pays ». Mais il insiste aussi sur l'attente que devrait avoir le Japon avec ses partenaires européens, à l'effet de leur faire passer d'une « stratégie offensive fondée essentiellement sur l'augmentation de notre compétitivité, grâce en particulier au développement de notre productivité et à l'adoption de notre tissu industriel aux rapides

Des différences d'appréciation apparaissent cependant en fin de rapport. Ainsi, les Français estiment que l'on peut envisager des mesures transitoires de restriction, en négociant des accords d'autolimitation ou en utilisant la réglementation internationale. Les Allemands, en revanche, se prononcent contre une restriction des échanges de biens et de capitaux. Simple différence sur la résolution de problèmes transitoires, fait-on remarquer. En conclusion, Français et Allemands se portent d'accord sur l'attente que le Japon doit avoir de la part des entreprises européennes.

## ÉTRANGER

### Le programme de M. Reagan pourrait être moins radical que prévu

L'équipe de M. Reagan achève de mettre au point le programme économique que le chef de la Maison Blanche présentera mercredi prochain, 18 février. Congrès. Des indications données officiellement, il apparaît que ce programme sera moins « radical » qu'on ne le pensait jusqu'ici.

Le président américain a indiqué que la stratégie économique de son administration repose sur la réduction de l'impôt sur le revenu (10 % par an pendant trois ans) pour atteindre un total de 30 % de réduction. Il n'est pas sûr que l'effet de ce programme soit aussi radical qu'on ne le pensait jusqu'ici. Le président américain a indiqué que la stratégie économique de son administration repose sur la réduction de l'impôt sur le revenu (10 % par an pendant trois ans) pour atteindre un total de 30 % de réduction. Il n'est pas sûr que l'effet de ce programme soit aussi radical qu'on ne le pensait jusqu'ici.

## MONNAIES

### UN INSTITUT DE CONJONCTURE ALLEMAND RECOMMANDE DE RETIRER PROVISOIREMENT LE MARK DU S.M.E.

Bonn (A.P.). — Pour la première fois depuis la création du S.M.E. (Système Monétaire Européen), un institut privé de conjoncture allemand, le I.W.I. de Berlin, a estimé « que le retrait du mark du S.M.E. est une mesure temporaire et que le mark devrait être retiré du S.M.E. ».

Mardi soir à Bonn, le président des chambres d'industrie et de commerce de la R.F.A. (DIHT), M. Otto Wolf von Amerongen, et le président du I.W.I., M. Hans-Joachim Lauth, ont déclaré que le mark ne devrait pas être retiré du S.M.E. car cela entraînerait une perte de confiance dans le S.M.E. et une déstabilisation de la monnaie allemande.

Dans son analyse, la DIHT se réfère au niveau des taux d'intérêt en R.F.A. qui était plus bas qu'en France, ce qui a entraîné une dépréciation du mark. Elle recommande donc le retrait du mark du S.M.E. jusqu'à ce que les taux d'intérêt soient alignés sur ceux des autres pays du S.M.E.

## LE DOLLAR AU-DESSUS DE 5 FRANCES

Paris. — Le premier jour de la semaine 1981, le dollar a franchi la barre des 5 francs. Le cours du dollar a atteint 5,15 francs, contre 4,95 francs la veille.

## LA MARCHÉ INTERBANKAIRE DES DEVISES

TAUX DES FINIS MONNAIES																										
Devise	6/5/8	9/1/8	9/11/16	10/1/18	10/1/18	10/2/8	10/1/8	10/2/8	10/1/8	10/2/8	10/1/8	10/2/8	10/1/8	10/2/8	10/1/8	10/2/8	10/1/8	10/2/8	10/1/8	10/2/8	10/1/8	10/2/8	10/1/8	10/2/8	10/1/8	10/2/8
US \$	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950	4,950
DM	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310	2,310
£	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250
¥	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000	160,000

Source : Banque de France. Les données sont exprimées en francs par unité de monnaie étrangère.

## La crise de l'automobile entraîne une extension du chômage partiel en Europe

(Suite de la première page.)

Aussi les syndicats écologistes ont-ils réagi avec une très grande vigueur. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Une leçon ? Sans l'exprimer ouvertement le gouvernement conservateur estime que la fermeture de Linwood est une leçon à tirer. Il veut éviter de répéter les erreurs commises par le gouvernement travailliste en 1974. Il veut éviter de répéter les erreurs commises par le gouvernement travailliste en 1974.

Les déclarations de Peugeot S.A. ont en effet pas dissipé les craintes que les usines de Linwood soient fermées. Les syndicats de Linwood ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

## Le communiqué du groupe Peugeot

En revanche, l'usine de Linwood, située en Ecosse, dont l'expansion s'est poursuivie au cours des années écoulées, est dans une situation financière solide. Les syndicats de Linwood ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Le communiqué du groupe Peugeot indique que la compagnie française a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région.

Le communiqué du groupe Peugeot indique que la compagnie française a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région.

Le communiqué du groupe Peugeot indique que la compagnie française a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région.

Le communiqué du groupe Peugeot indique que la compagnie française a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région.

Le communiqué du groupe Peugeot indique que la compagnie française a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région.

Le communiqué du groupe Peugeot indique que la compagnie française a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région.

Le communiqué du groupe Peugeot indique que la compagnie française a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région.

Le communiqué du groupe Peugeot indique que la compagnie française a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région.

Le communiqué du groupe Peugeot indique que la compagnie française a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région.

Le communiqué du groupe Peugeot indique que la compagnie française a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région.

Le communiqué du groupe Peugeot indique que la compagnie française a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région. Elle a décidé de maintenir ses activités dans cette région.

## Sur deux notes

Une préoccupation commune, mais deux conclusions divergentes. L'impression que donne le rapport des directeurs généraux de l'industrie française et allemande est que la Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les conclusions du rapport ne laissent planer aucun doute. Elles sont : 1. La Commission européenne ne peut pas s'opposer à la pénétration des Japonais sur le marché européen. 2. Les deux pays ont exprimé leur inquiétude. Ils ont exigé que la loi de 1973 soit appliquée à la Peugeot S.A. Cette suggestion a été repoussée par les syndicats des Midlands qui espèrent que la compagnie française maintiendra ses activités dans cette région. Néanmoins les autres syndicats et l'opposition travailliste ont exprimé leur doute sur l'engagement pris par la Peugeot S.A. de maintenir ses activités dans cette région.

Les dactylo

Le syndicalisme européen

صحة من الوم





صحة من الامم

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

12 FEVRIER

### Housse

#### dans un marché calme

A l'approche de Wall Street, le marché parisien ne sort pas de sa réserve. Après s'être effondré pendant trois séances, il regagne, jeudi, du terrain. L'indice de cotation termine en hausse de 0,40 %.

Le volume des transactions est resté faible, les échanges étant concentrés sur quelques valeurs.

Les investisseurs ont tout d'abord fait que, pour la première fois depuis décembre 1976, le dollar a repris la barre des 5 F. Dans l'attente des mesures d'ordre économique que doit annoncer mercredi prochain le président des Etats-Unis, il s'est tenu pour la prudence.

Pour les hausses les plus importantes, on remarque Moulinex (+ 3,5 %), qui semble intéresser à nouveau les spéculateurs. Peugeot (+ 3,3 %), Pricel (+ 3,3 %), Ciment (+ 3,3 %), SIAF (+ 3,3 %), Châtaignier (+ 3,3 %), SIAF (+ 3,3 %), au plus haut de l'année, Poliet (+ 3,3 %), Rhône-Poulenc (+ 3,3 %), SKF Rotilux (+ 3,3 %).

Les échanges sont diversifiés : Moulinex gagne 2,6 %, Mumm 2,5 %, tandis que Veau-Claude perd 1,9 %.

Les valeurs pétrolières se replient : Elf-Gas recule de 1,2 %, ELF-Aquitaine de 0,4 %, C.F.P. de 0,6 %.

Les écarts les plus importants à la baisse sont enregistrés sur Mét. Nav. Dunk. (- 3,6 %), Rodière (- 3,6 %), Navigation mixte (- 4,4 %), S.A.T. (- 5,4 %), Pacom (- 2,4 %), Volvo (- 2,4 %), Locom. France (- 2,3 %), Martell (- 2,3 %).

Aux étrangers, les mines d'or sont irrégulières : Harmony progresse de 2,3 %, tandis que Santa Helena perd 2,5 %. Elles ne suivent ainsi pas toutes la hausse des cours du métal jaune. A Paris, le lingot perd 2,00 F à 86,500. Le dollar s'apprécie à 5 F 019 F. Dans les bourses, les emprunts indexés reculent.

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

D.M.C. devrait enregistrer pour l'exercice 1980 une perte nette d'exploitation de l'ordre de 30 millions de francs, après une année d'investissement évaluée à 150 millions de francs (contre un bénéfice net d'exploitation de 71,5 millions de francs, après une année d'investissement évaluée à 147,5 millions de francs).

P.A.L.C. - Au cours de l'exercice 1980, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 281 millions de francs, en hausse de 17 %, sur un total des ventes réalisées hors de France représentant 24 %. Pour l'année écoulée, la croissance la plus marquée a été enregistrée dans le domaine de la métallurgie (à + 25,9 %).

MOULINEX - Les ventes consolidées du groupe ont atteint en 1980 2,36 milliards de francs, en hausse de 6,2 %.

PROMAGAZINES BEL. - Au cours de l'exercice 1980, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de francs (à + 5,5 %).

BONORAIR - Les ventes consolidées de 1980, au chiffre d'affaires de 2,6 milliards de francs, en hausse de 7 %, la progression des ventes est plus forte en France (+ 24,4 %) qu'à l'étranger (+ 1,5 %).

MOI-HENNESSY va distribuer un dividende au moins égal à celui de l'exercice précédent, soit 200 francs par action.

Les titres les plus achetés, selon les données de la Bourse, sont : Rhône-Poulenc, d'un côté, Peugeot, de l'autre. Pour l'exercice 1980, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 2,3 milliards de francs, en hausse de 3,6 %.

GALERIES LAFAYETTE a enregistré pour 1980 un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs, en hausse de 7 %.

VINPEYR - Très faible progression du chiffre d'affaires 1980 : celui-ci passe de 2,50 milliards à 2,57 milliards de francs.

INDICES QUOTIDIENS (Bourse, base 100 à 31 déc. 1980)

Valeur française : 105,2 (105,11 - 105,12)

Valeur étrangère : 101,6 (101,7 - 101,5)

C. DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 à 29 déc. 1981)

106,9 (106,9 - 106,9)

## NEW-YORK

Reflex

A une séance de légère baisse, le marché américain a été dominé par les valeurs industrielles. Les titres de Wall Street ont terminé en baisse de 0,40 %.

Dans l'attente des mesures économiques que doit annoncer mercredi prochain le président des Etats-Unis, le marché américain a été dominé par les valeurs industrielles. Les titres de Wall Street ont terminé en baisse de 0,40 %.

Les investisseurs ont tout d'abord fait que, pour la première fois depuis décembre 1976, le dollar a repris la barre des 5 F. Dans l'attente des mesures d'ordre économique que doit annoncer mercredi prochain le président des Etats-Unis, il s'est tenu pour la prudence.

Pour les hausses les plus importantes, on remarque Moulinex (+ 3,5 %), qui semble intéresser à nouveau les spéculateurs. Peugeot (+ 3,3 %), Pricel (+ 3,3 %), Ciment (+ 3,3 %), Châtaignier (+ 3,3 %), SIAF (+ 3,3 %), au plus haut de l'année, Poliet (+ 3,3 %), Rhône-Poulenc (+ 3,3 %), SKF Rotilux (+ 3,3 %).

Les échanges sont diversifiés : Moulinex gagne 2,6 %, Mumm 2,5 %, tandis que Veau-Claude perd 1,9 %.

Les valeurs pétrolières se replient : Elf-Gas recule de 1,2 %, ELF-Aquitaine de 0,4 %, C.F.P. de 0,6 %.

Les écarts les plus importants à la baisse sont enregistrés sur Mét. Nav. Dunk. (- 3,6 %), Rodière (- 3,6 %), Navigation mixte (- 4,4 %), S.A.T. (- 5,4 %), Pacom (- 2,4 %), Volvo (- 2,4 %), Locom. France (- 2,3 %), Martell (- 2,3 %).

Aux étrangers, les mines d'or sont irrégulières : Harmony progresse de 2,3 %, tandis que Santa Helena perd 2,5 %. Elles ne suivent ainsi pas toutes la hausse des cours du métal jaune. A Paris, le lingot perd 2,00 F à 86,500. Le dollar s'apprécie à 5 F 019 F. Dans les bourses, les emprunts indexés reculent.

## VALEURS

Cours de clôture

11/2

SICAV

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

## COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

Chiffre d'affaires du premier trimestre 1981

## VALEURS

Cours de clôture

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

11/2

## MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des dernières cotes de l'après-midi.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des dernières cotes de l'après-midi.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des dernières cotes de l'après-midi.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des dernières cotes de l'après-midi.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des dernières cotes de l'après-midi.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des dernières cotes de l'

